



GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

AVRIL-MAI 2026

GCE
BUZZ

Table des matières

Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026

- **« Gardons la flamme bien haute » : le mouvement mondial pour l'éducation se mobilise à l'occasion du lancement virtuel de la GAWE 2026 (p. 6)**
- **Les jeunes au cœur de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026 (p. 14)**
- **« Garder la flamme bien haute » : coup d'œil sur l'atelier de formation du GAWE 2026 consacré au financement de l'éducation (p. 20)**
- **Un dernier effort pour financer l'ODD n° 4 : la société civile appelle à des réformes audacieuses pour garantir le financement du droit à l'éducation (p. 30)**
- **La GCE lance le tout premier podcast consacré au financement de l'éducation dans le cadre de la GAWE 2026 (p. 46)**
- **L'Arménie met l'accent sur le financement de l'éducation lors de la GAWE 2026 (p. 50)**
- **GAWE 2026 : l'Amérique latine et les Caraïbes se mobilisent pour un financement équitable et durable de l'éducation (p. 57)**

Table des matières

- **Partout en Espagne, les élèves se mobilisent pour défendre le droit à l'éducation numérique en situation d'urgence (p. 64)**
- **Pleins feux sur le plaidoyer et le financement de l'éducation dans la région arabe (p. 69)**
- **Le GCE à la première conférence mondiale sur l'éducation organisée par le Réseau irlandais pour l'éducation dans le monde (INEW) (p. 77)**
- **GAWÉ 2026 : « Nos enfants ne peuvent plus attendre » - Le COSYDEP appelle à un financement équitable de l'éducation (p. 80)**
- **Lancement de l'initiative GAWÉ 2026 au Burkina Faso (p. 84)**
- **TENMET mène la campagne de sensibilisation en faveur de GAWÉ 2026 (p. 88)**

Autres actualités du secteur de l'éducation

- **La GCE participe au 12e Forum régional africain sur le développement durable (p. 91)**
- **Comment la société civile façonne l'éducation inclusive au Burkina Faso (p. 97)**
- **Les enseignants en mouvement : un signal d'alarme pour les écoles camerounaises (Pg. 102)**
- **Le GCE lance une nouvelle formation en ligne sur l'éducation transformatrice en matière de genre (GTE) (p. 105)**

GCE BUZZ

avril-mai 2026



GCE BUZZ

avril-mai 2026



La Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWÉ) 2026 s'est déroulée sous le thème du financement de l'éducation, avec un appel lancé aux gouvernements et aux décideurs pour qu'ils : -

GARDE LA FLAMME BIEN HAUTE!

Cette campagne prônait la justice en matière d'endettement, une fiscalité progressive et une réforme du système financier mondial.

Les pages suivantes vous présentent plusieurs événements et initiatives mis en place par les membres du GCE et ses partenaires pour célébrer la GAWÉ 2026.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

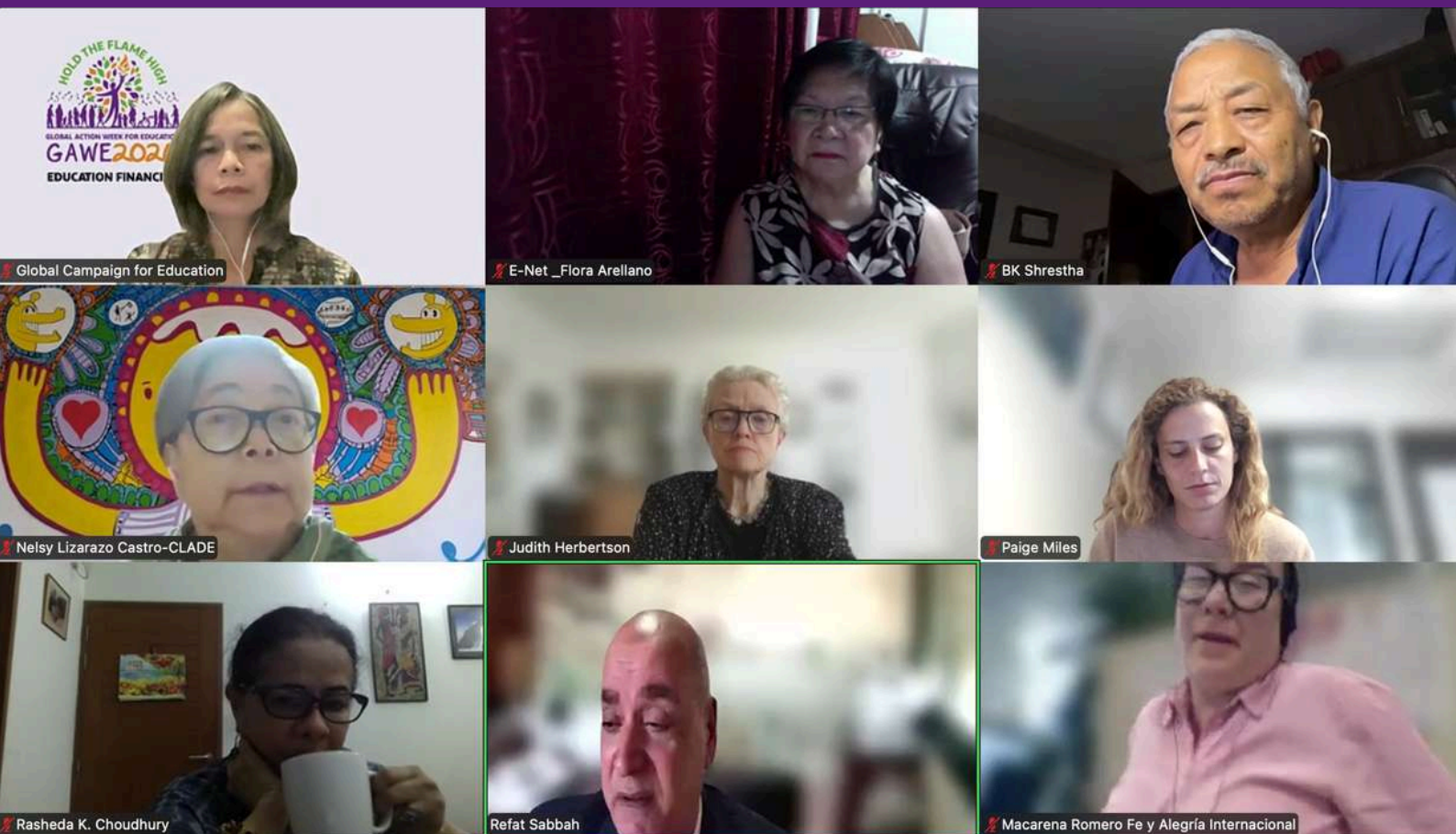


« Gardons la flamme bien haute » : le mouvement mondial pour l'éducation se mobilise à l'occasion du lancement virtuel de la GAWÉ 2026

La Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) a inauguré la 24e Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWÉ 2026) par un lancement virtuel le 20 avril 2026, réunissant des centaines de militants, de jeunes, de syndicats d'enseignants, de coalitions, de bailleurs de fonds et de partenaires des Nations unies issus de toutes les régions. Organisé autour du thème du financement de l'éducation et du slogan « Gardons la flamme de l'éducation bien haute », cet événement a souligné qu'en cette période marquée par les guerres, les crises de la dette, l'austérité et le dérèglement climatique, la défense des budgets de l'éducation publique est devenue à la fois une question d'urgence et de justice, et non plus un simple débat technique.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



En ouvrant l'événement, Cecilia « Thea » Soriano, responsable des campagnes et de la communication au sein de la GCE, a rappelé aux participants que la GAWE est, depuis 24 ans, un espace de lutte commune et de solidarité, et que la campagne de cette année vise à « exiger avec force le financement d'une éducation publique de qualité pour tous » face aux crises mondiales qui se recoupent. Le président de la GCE, Refat Sabbah, a souligné qu'un déficit de financement annuel de près de 97 milliards de dollars américains et le fait que 41 % des pays ne respectent toujours pas les seuils minimaux de dépenses en matière d'éducation sont le résultat de choix politiques et économiques, et non une fatalité, car de nombreux gouvernements consacrent désormais davantage de moyens au remboursement de la dette et aux budgets militaires qu'à l'éducation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Talking: Grant Kasowanjete



Grant Kasowanjete, coordinateur mondial de la GCE, a présenté les quatre piliers qui guident la GAWÉ 2026 : la responsabilisation concernant l'ODD n° 4 et les engagements pris à l'issue du Sommet « Transformer l'éducation » ; la défense et le financement d'une éducation publique de qualité face à la privatisation et aux « fausses solutions » ; la transformation du système financier mondial par le biais de la justice fiscale internationale et de l'annulation de la dette ; et une mobilisation publique de masse menée par les 130 organisations membres de la GCE et leurs parties prenantes.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Des intervenants du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation, d'Internationale de l'Éducation, de Transparency International et de réseaux de jeunes ont réaffirmé ces principes fondamentaux, soulignant comment l'austérité, la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et la corruption portent atteinte aux enseignants, excluent les apprenants marginalisés et affaiblissent des systèmes déjà fragiles, en particulier dans les pays touchés par des conflits et à faibles revenus.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Case for Investment

GPE's case for investment outlines GPE's impact

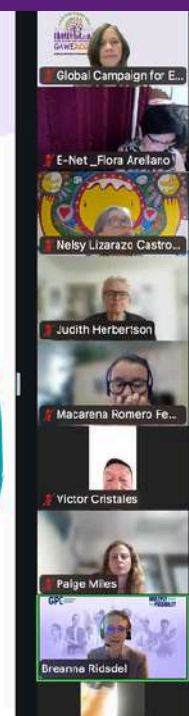
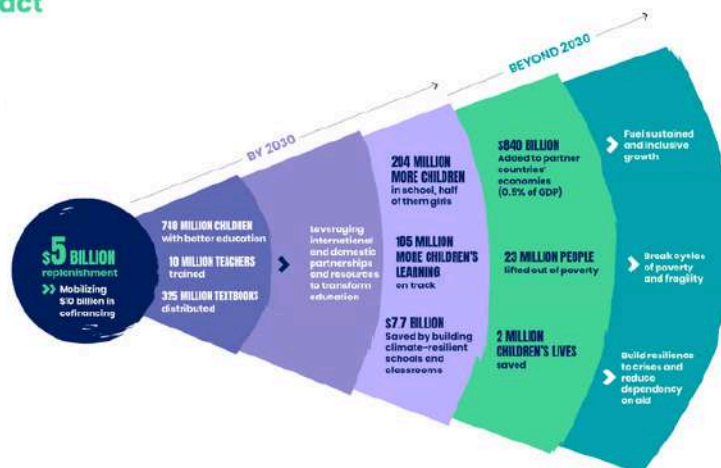
The case for investment covers the benefits of investing in education, the cost of inaction, and why GPE is a critical investment.

With a \$5 billion replenishment, GPE will mobilize \$10 billion in cofinancing for a combined **\$15 billion investment by 2030**.

Across more than **90 partner countries**, this will:

- Reach nearly 750 million children with better education
- Train 10 million teachers
- Distribute 325 million textbooks

Download the full and summary versions on GPE's website [here](#)



Le Partenariat mondial pour l'éducation a souligné que sa mission consistait à soutenir le financement durable de l'éducation publique et à favoriser une transformation systémique à long terme, afin que les ressources nationales et internationales puissent apporter des bénéfices durables aux apprenants les plus exposés au risque d'être laissés pour compte.

Le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement a présenté son nouveau modèle opérationnel comme un changement de paradigme dans le financement de l'éducation, passant d'une approche étroitement centrée sur les volumes d'aide à une stratégie visant à mobiliser les financements publics et privés, à soutenir les systèmes éducatifs et à recourir à des instruments innovants afin de mettre fin à la dépendance à long terme vis-à-vis de l'aide, tout en continuant à protéger le droit à une éducation publique de qualité pour les personnes les plus exposées au risque d'exclusion.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les jeunes leaders d'Amérique latine et de la région Asie-Pacifique ont souligné que le financement de l'éducation relevait de la justice et non de la charité, et ont appelé à un investissement soutenu dans une éducation publique inclusive et favorisant l'égalité des genres, capable de lever les obstacles structurels auxquels sont confrontées les filles, les jeunes autochtones et d'ascendance africaine, les apprenants en situation de handicap ainsi que ceux vivant dans la pauvreté ou dans des zones reculées. Les messages de solidarité régionale émanant d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, de la région arabe, d'Asie-Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord, ainsi que du groupe des ONG internationales, se sont accordés sur trois revendications : financer l'éducation, et non la guerre ; résoudre la crise de la dette et élargir la marge de manœuvre budgétaire en faveur des services publics ; et garantir à la fois des ressources nationales progressives et un financement international prévisible et équitable, y compris l'aide publique au développement, au nom de la justice mondiale et de la réparation des injustices historiques.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Le GAWE 2026 s'est également positionné comme une contribution majeure de la société civile à l'appel lancé par le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation en vue de recueillir des contributions sur l'architecture financière internationale, la dette et l'éducation, renforçant ainsi les revendications en faveur de la justice fiscale, de l'annulation de la dette et d'une refonte féministe et fondée sur les droits des règles de financement mondiales, afin que les États puissent élargir leur marge de manœuvre budgétaire en faveur de l'éducation publique au lieu de consacrer leurs maigres ressources au service de la dette.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



**GARDE LA FLAMME
BIEN HAUTE!**

Investissez dans l'éducation,
transformez des vies

Une éducation publique de qualité pour tous

La Campagne mondiale pour l'éducation (CME) est un mouvement mondial regroupant des militants, des enseignants, des élèves, des parents et des communautés dans plus de 100 pays, qui œuvrent pour défendre le droit de chacun à une éducation publique gratuite et de qualité. Nous rassemblons des coalitions

Le lancement a également permis de présenter des outils d'action pour toute la semaine du 20 au 25 avril, notamment le nouveau site web multilingue et accessible de la GCE – qui constitue désormais une plateforme centrale pour les ressources de la GAWE 2026, un observatoire du financement de l'éducation, un espace d'apprentissage et des ressources de plaidoyer destinées aux jeunes –, positionnant ainsi la campagne à la fois comme un moment politique et comme un espace d'organisation à long terme.

En clôture de l'événement, la GCE a invité les participants à profiter de la GAWE 2026 pour intensifier leur plaidoyer aux niveaux national et régional, « frapper à toutes les portes du pouvoir » et entretenir la flamme de l'éducation publique bien au-delà de cette semaine, jusqu'à ce qu'aucun enfant, jeune ou apprenant adulte ne soit laissé pour compte.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les jeunes au cœur de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026

De jeunes militants du monde entier se sont réunis virtuellement le 23 avril à l'occasion du webinaire jeunesse de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026.

Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la 24e campagne mondiale annuelle de la CME visant à promouvoir le droit à l'éducation pour tous. Dans le cadre du thème de 2026 consacré au financement de l'éducation, les jeunes intervenants ont abordé la manière dont la réduction des budgets de l'éducation, la dette, l'austérité et un système financier mondial injuste sapent les progrès vers la réalisation de l'ODD 4 et creusent les inégalités. Tout au long de la session, les participants ont réaffirmé que le sous-financement n'est pas simplement un manque de ressources, mais une injustice structurelle enracinée dans des choix politiques et des priorités mal définies.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Animé par Phumza Luthango, de la GCE, ce webinaire a réuni des jeunes leaders d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie et du Moyen-Orient, et a bénéficié de contributions coordonnées par le Groupe d'action des jeunes de la GCE et ses partenaires régionaux. Parmi les principales interventions, on peut citer :

- Jon Kafuko, du réseau Youth for Tax Justice, a souligné comment les règles fiscales internationales, les flux financiers illicites et la faiblesse de la gouvernance fiscale mondiale entraînent une perte de milliards qui pourraient servir à financer une éducation publique de qualité, et a appelé à une forte participation des jeunes au processus de la Convention fiscale des Nations unies.
- Maryam Bello, de l'organisation Telika Youth, s'est exprimée sur le financement de l'éducation au service de l'égalité des genres en Afrique et a souligné que « le déficit de financement est un déficit de genre ». Elle a exhorté les gouvernements à investir dans une éducation transformatrice en matière de genre qui reflète les réalités, les moyens de subsistance et la dignité des filles, plutôt que de les traiter comme des instruments de croissance économique.



GCE BUZZ

avril-mai 2026

- Israel Quirino, du groupe de jeunes CLADE (Amérique latine), a établi un lien entre le financement de l'éducation et la justice climatique, et a réclamé des systèmes fiscaux progressifs et équitables, ainsi que des mesures mondiales contre l'évasion fiscale, afin que les ressources puissent être réorientées vers des systèmes éducatifs publics résilients, capables de répondre à l'urgence climatique.
- Amarazya Tumurbaata, du Conseil de la jeunesse mongole, a partagé des expériences tirées de la campagne « Connaissez votre budget, suivez votre budget » et a montré comment la corruption, les retards dans les projets d'investissement et le manque de transparence budgétaire se traduisent directement par des classes surchargées et un accès restreint à l'éducation.
- Nawal AI Sayed, de l'organisation ACES Youth, s'est exprimée du point de vue de la région arabe sur l'éducation en temps de guerre et de crise, et a insisté sur le fait que « le problème n'est pas le manque de ressources, mais les priorités », les dépenses militaires étant privilégiées au détriment de l'éducation dans les budgets publics.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les arts visuels, la poésie et les vidéos réalisées par des jeunes issus des coalitions et des réseaux de jeunesse du GCE ont illustré l'impact humain des pressions financières mondiales sur les apprenants, les enseignants et les communautés, et ont montré comment l'expression créative est utilisée comme outil de plaidoyer dans le cadre des processus des Nations unies relatifs aux droits de l'homme.

Tout au long de l'événement, les jeunes intervenants ont fait écho aux quatre objectifs fondamentaux de la GAWE 2026 : la responsabilisation vis-à-vis de l'ODD 4 ; un financement accru et équitable pour une éducation publique de qualité ; une réforme financière mondiale en profondeur ; et une large mobilisation publique pour défendre l'éducation en tant que bien public.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Ils ont appelé les gouvernements à :

- Atteindre et dépasser les références internationales en matière de dépenses d'éducation et protéger les budgets de l'éducation contre les coupes budgétaires liées à l'austérité et à l'endettement.
- Défendre la justice fiscale internationale et l'annulation de la dette afin que les pays disposent de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour financer des systèmes d'éducation publique inclusifs, favorisant l'égalité des genres et respectueux de la justice climatique.
- Considérer le financement de l'éducation comme un investissement à long terme dans les droits, la paix et l'égalité, plutôt que comme une dépense discrétionnaire pouvant être reportée en temps de crise.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Le webinaire a également encouragé les jeunes à s'impliquer activement dans les processus budgétaires nationaux, les négociations fiscales mondiales et la reconstitution des principaux fonds mondiaux pour l'éducation, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et « Education Cannot Wait », par le biais de recherches, de campagnes et d'actions de plaidoyer directes auprès des parlementaires et des ambassades.

La GCE et ses jeunes membres continueront à porter haut la flamme de l'éducation, en maintenant la pression sur les décideurs pour qu'ils financent l'éducation, et non la guerre ; le bien public, et non le profit privé.

Vous pouvez visionner l'intégralité de l'enregistrement vidéo du webinaire sur la chaîne YouTube de la CME [ICI](#).

GCE BUZZ

avril-mai 2026

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

WEBINAIRE SUR LE RENFORCEMENT DES
CAPACITÉS DANS LE CADRE DE LA
SEMAINE MONDIALE D'ACTION POUR
L'ÉDUCATION (GAWÉ) 2026

Atelier de formation GAWÉ sur le financement de l'éducation

9 APRIL 2026
2:00-3:30PM SAST



Scannez pour vous inscrire



« Garder la flamme bien haute » : coup d'œil sur l'atelier de formation du GAWÉ 2026 consacré au financement de l'éducation

La Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWÉ) 2026 s'annonce comme l'une des mobilisations les plus percutantes sur le plan politique de la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), alors que militants, éducateurs et jeunes leaders s'apprêtent à « porter haut la flamme » de l'éducation du 20 au 25 avril 2026.

Lors d'un atelier de formation virtuel consacré à la GAWÉ 2026, qui s'est tenu le 9 avril, Cecilia « Thea » Soriano, responsable des campagnes et de la communication de la GCE, a ouvert la session en replaçant la GAWÉ 2026 dans le contexte d'une crise de plus en plus grave du financement de l'éducation, aggravée par les guerres, le changement climatique, la baisse de l'aide et les pressions croissantes en faveur de la privatisation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Thea a souligné que l'ODD n° 4 souffrait d'un sous-financement chronique. On constate un déficit annuel de 97 milliards de dollars ; 41 % des pays ne respectent pas les critères internationaux en matière de dépenses d'éducation, et de nombreux pays à faibles revenus consacrent désormais davantage de ressources au remboursement de leur dette qu'à l'éducation. Elle a défini quatre priorités pour la GAWE 2026 : (1) mettre en lumière la crise du financement de l'éducation, (2) exiger une augmentation des investissements nationaux et de l'aide publique au développement (APD) en faveur d'une éducation publique de qualité pour tous, (3) saisir les opportunités politiques telles que la Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale et une future convention des Nations unies sur la dette souveraine, et (4) lier le financement à des objectifs plus larges en matière de droits de l'homme, de paix, d'égalité des genres, d'inclusion et de développement durable.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Pourquoi la mobilisation des ressources nationales est-elle essentielle ?

Au cours de la première session thématique, Thea a lancé une discussion sur les raisons pour lesquelles la mobilisation des ressources nationales (DRM) est la pierre angulaire du financement durable de l'éducation, et sur la manière dont des mécanismes « innovants » peuvent menacer l'éducation publique lorsqu'ils privilégient le profit au détriment des droits. Elle a souligné que des systèmes fiscaux équitables et progressifs constituent le moteur de l'éducation publique, mais que de nombreux gouvernements s'appuient sur des impôts régressifs, tolèrent les abus fiscaux et sont confrontés à une administration défaillante et à la corruption, le tout dans le cadre d'une architecture financière mondiale favorisant les pays les plus riches.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



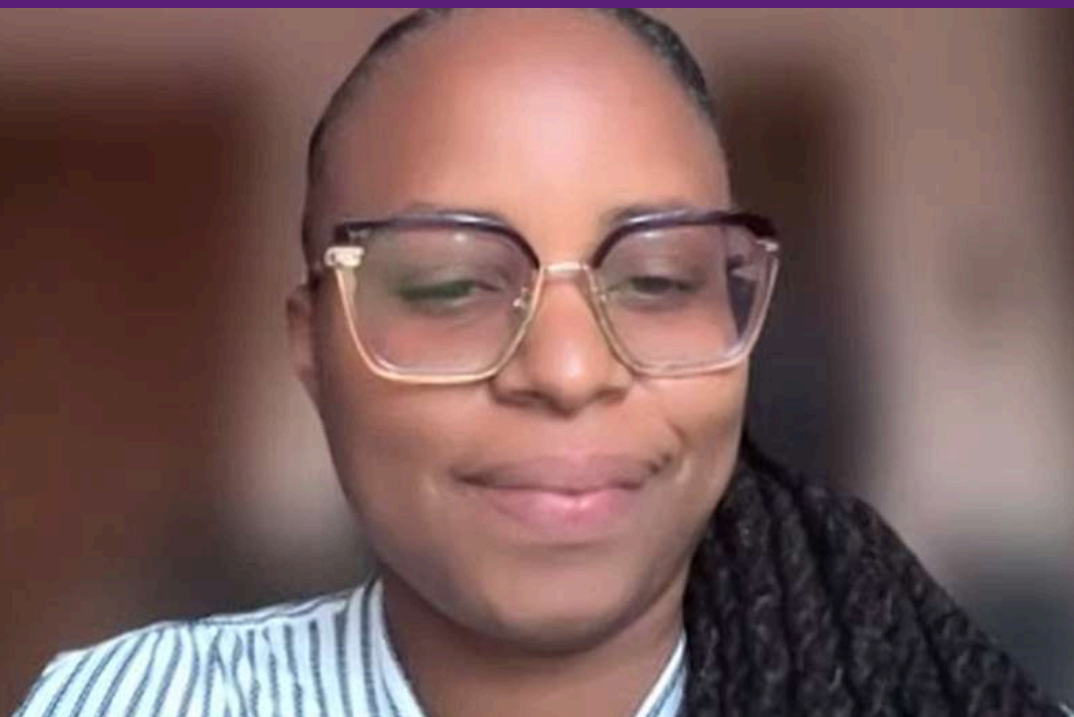
Campagnes pour un financement durable de l'éducation

Une table ronde consacrée aux campagnes sur la fiscalité et la dette a réuni Ashina Mtsumi, coordinatrice de la TaxEd Alliance, et Catherine Mithia, chargée de la recherche politique et du plaidoyer au sein de la Convention des Nations unies sur la gestion de la dette souveraine.

Ashina a montré que de nombreux pays à faible et moyen revenu perçoivent moins de 15 % de leur PIB sous forme d'impôts – un chiffre bien inférieur aux quelque 30 % nécessaires pour financer correctement les droits et les services publics – et a démystifié l'idée selon laquelle des exonérations fiscales généreuses seraient nécessaires pour attirer les investisseurs, soulignant au contraire les pertes annuelles colossales liées à l'abus fiscal des entreprises et à l'évasion fiscale offshore. Elle a exhorté les coalitions à mettre fin aux incitations fiscales néfastes, à réformer la fiscalité des industries extractives, à renégocier les conventions fiscales inéquitables et à promouvoir des systèmes fiscaux progressifs et sensibles au genre, tout en s'engageant activement dans les négociations en vue d'une convention fiscale des Nations unies.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Catherine a expliqué comment l'augmentation d'une dette de plus en plus commerciale – souvent contractée à des taux d'intérêt deux à quatre fois supérieurs à ceux payés par les pays à revenu élevé – prive le secteur de l'éducation de ressources, de nombreux gouvernements consacrant désormais davantage de dépenses au service de la dette qu'à l'enseignement. Elle a souligné les effets néfastes des mesures d'austérité liées aux prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui gèlent ou réduisent fréquemment les dépenses publiques dans des secteurs tels que l'éducation et la santé, et a appelé les coalitions à soutenir une convention des Nations unies sur la dette souveraine qui établirait des mécanismes transparents, rapides et fondés sur les droits pour le règlement de la dette.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Case for Investment

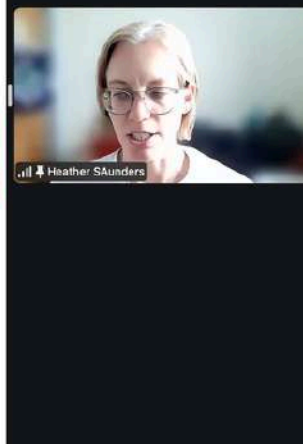
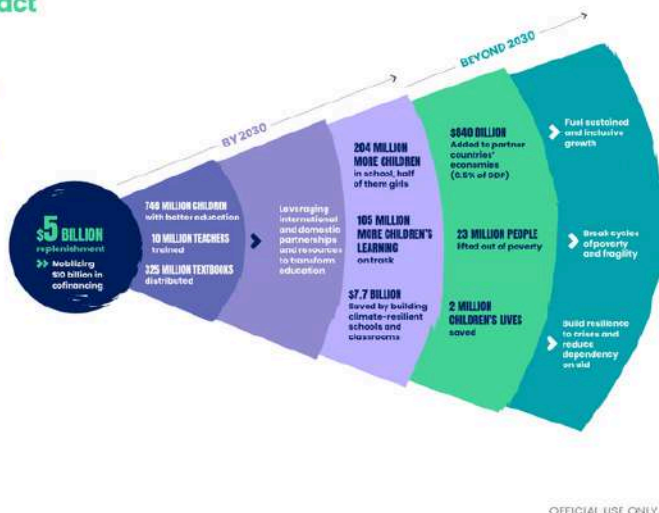
GPE's case for investment outlines GPE's impact

The case for investment covers the benefits of investing in education, the cost of inaction, and why GPE is a critical investment.

With a \$5 billion replenishment, GPE will mobilize \$10 billion in cofinancing for a combined **\$15 billion investment by 2030**. This will:

- Reach nearly 750 million children with better education
- Train 10 million teachers
- Distribute 325 million textbooks

Download the full and summary versions on GPE's [website here](#)



Reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et aide publique au développement (APD) : pourquoi le multilatéralisme reste essentiel

La session suivante a porté sur la campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et sur le rôle central de l'aide dans un programme éducatif fondé sur le principe « Ne laisser personne de côté ». Heather Saunders, responsable adjointe de l'équipe de plaidoyer mondial au sein du GPE, et Edwin Ikhuoria, spécialiste principal des partenariats au sein de cette même équipe, ont présenté une vue d'ensemble du processus de reconstitution des ressources, expliquant que le GPE cherche à lever 5 milliards de dollars d'ici 2030, ce qui pourrait permettre de mobiliser 10 milliards supplémentaires sous forme de cofinancement et de soutenir des centaines de millions d'apprenants et des millions d'enseignants. Ils ont également fait le point sur la mobilisation des ressources nationales et les engagements pris par les pays, et ont encouragé les coalitions à considérer la GAVE 2026 comme une occasion de relier le plaidoyer en faveur des budgets nationaux aux appels lancés aux bailleurs de fonds pour qu'ils augmentent et ciblent mieux l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'éducation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Une session consacrée aux stratégies pratiques a réuni Cheikh Mbow, directeur exécutif de COSYDEP (Sénégal), Joseph Wasikhongo, coordinateur national d'Elimu Yetu (Kenya), et Joseph Nhan-O'Reilly, cofondateur et directeur exécutif du Réseau parlementaire international pour l'éducation (GCE-UK). Ils sont revenus sur les cycles de reconstitution précédents, mettant l'accent sur des tactiques telles que l'envoi de lettres coordonnées et l'organisation de réunions avec les ministres de l'Éducation et des Finances, la mobilisation des parlementaires, les mobilisations citoyennes, la mise à profit des médias et l'alignement des actions de la société civile sur des moments diplomatiques clés afin d'obtenir des engagements plus fermes.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Enfants, jeunes et plaidoyer créatif

La participation des jeunes et l'organisation intergénérationnelle ont été mises en avant lors d'une session animée par Israel Quirino, chargé de projet et référent pour l'engagement des jeunes au sein de la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE). Israel a établi un lien entre la GAWE 2026 et l'appel lancé par le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation, qui sollicite des contributions sur l'architecture financière internationale, la dette et le droit à l'éducation. Il a invité les coalitions à organiser des sessions au cours desquelles les enfants et les jeunes pourront explorer ces thèmes et soumettre des dessins, des poèmes, des récits ou des vidéos. L'objectif est de veiller à ce que les personnes les plus touchées par l'austérité et le sous-financement des écoles façonnent le discours et les revendications politiques de la campagne.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

GARDE LA FLAMME BIEN HAUTE!

Investissez dans l'éducation, transformez des vies

Communication : raconter une histoire commune

Lors de la dernière session, Medha Soni, responsable de la communication et des médias au sein de la CME, a présenté les grandes lignes d'une stratégie de campagne articulée autour de trois piliers – le financement de l'éducation en tant que choix politique, la défense d'une éducation publique de qualité, et un cadre axé sur la justice reliant l'éducation à la fiscalité, à la dette, à la paix et aux inégalités – ainsi qu'un récit s'étalant sur six jours et diffusé à travers des affiches et des stratégies sur les réseaux sociaux. Chaque jour sera consacré à un angle spécifique, allant des messages généraux sur l'investissement et l'aide publique au développement (APD)/le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) à l'éducation de la petite enfance, en passant par les enseignants, la justice fiscale et la justice en matière de dette, pour aboutir à l'appel final : « Financer l'éducation, pas la guerre. » Les coalitions pourront utiliser une identité visuelle commune et des supports multilingues, ainsi que des hashtags communs tels que #HoldTheFlameHigh, #GAWE2026, #EducationFinancing, #RightToEducation et #MultiplyPossibility, tout en adaptant le contenu et les actions à leur propre contexte.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

À l'approche du GAWE 2026, l'atelier a souligné que le financement de l'éducation n'est pas un simple détail technique, mais un choix politique qui déterminera si la promesse d'une éducation pour tous sera tenue ou, une fois de plus, reportée. Grâce à un plaidoyer coordonné sur les questions fiscales et d'endettement, à une forte mobilisation publique et à l'utilisation stratégique de plateformes mondiales telles que la campagne de reconstitution des ressources du GPE, les membres et les alliés de la GCE entendent faire en sorte que, dès le mois d'avril prochain et au-delà, la flamme du droit à l'éducation brille de mille feux.



GCE BUZZ

avril-mai 2026

Un dernier effort pour financer l'ODD n° 4 : la société civile appelle à des réformes audacieuses pour garantir le financement du droit à l'éducation

Le monde est loin d'être en voie d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, les progrès ralentissant, marquant le pas, voire s'inversant dans de nombreux pays, sur fond de crises qui se chevauchent : pauvreté, inégalités, vulnérabilité climatique, conflits et déclin du multilatéralisme. Sur la trajectoire actuelle, le monde n'atteindra aucun des 17 ODD, et l'éducation figure parmi les domaines les plus menacés. Les projections indiquent que seuls 17 % des cibles de l'ODD 4 seront probablement atteints, avec un recul significatif concernant l'ODD 4.5, qui engage les gouvernements à éliminer les disparités entre les sexes et à garantir un accès égal à tous les niveaux d'éducation. Cela signifie que la promesse de « ne laisser personne de côté » est déjà rompue pour des millions d'apprenants, en particulier les filles, les enfants vivant dans la pauvreté, les apprenants en situation de handicap et ceux vivant dans des zones touchées par des conflits ou isolées.



GCE BUZZ

avril-mai 2026

**Financing for
Development**

High-level FFD Week
20 - 24 April, 2026
UN Headquarters in New York



United Nations

Depart
Econ
Social

ECOSOC Financing for Development Forum

Dans ce contexte, la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) et ses partenaires ont organisé un événement parallèle virtuel dans le cadre du Forum 2026 de l'ECOSOC sur le financement du développement (FfD), intitulé « Un dernier effort pour financer l'ODD n° 4 : une éducation inclusive, équitable et de qualité ainsi qu'un apprentissage tout au long de la vie pour tous – L'éducation, vecteur essentiel de la paix, de la justice sociale et de tous les autres ODD ». Organisé le 22 avril 2026 dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE), cet événement a appelé les dirigeants mondiaux à réformer l'architecture financière mondiale et à investir massivement dans l'éducation publique, en la considérant comme une obligation politique et éthique et non comme une dépense facultative.



L'éducation : un choix politique et un impératif de paix

En ouvrant la manifestation, le président de la CME, Refat Sabbah, a souligné que le financement de l'éducation « n'est pas simplement une question technique ou financière ; c'est une décision politique qui reflète les priorités et les valeurs de l'État ». Lorsque les gouvernements décident de l'affectation de ressources limitées, ils font en réalité un choix entre les personnes et les « instruments de contrôle », entre investir dans l'avenir et gérer une crise permanente. Les coupes budgétaires dans l'éducation ne se traduisent pas seulement par une diminution du nombre d'écoles ou d'enseignants ; elles perpétuent la pauvreté, creusent les inégalités sociales et affaiblissent la résilience des sociétés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



La GCE et ses membres ont réaffirmé leur conviction que l'éducation est un moteur essentiel de la paix, de la cohésion sociale, de l'égalité entre les sexes et de tous les autres ODD, qu'elle contribue à bâtir des sociétés plus inclusives et pacifiques, à lutter contre la discrimination et à briser les cycles de violence. L'avertissement lancé par le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors du Forum sur le financement du développement (FfD) de 2026, selon lequel les gouvernements dépensent davantage « pour des instruments de mort que pour les fondements du développement et de la paix », a encadré la discussion sur les compromis difficiles entre l'augmentation des budgets militaires et le sous-financement des services publics.

Grant Kasowanjete, coordinateur mondial de la CME, a souligné que plus de 260 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, en grande partie à cause d'un financement inéquitable, et a insisté sur le fait que les budgets de l'éducation doivent être conçus pour lutter contre les inégalités, garantir la qualité et résister aux chocs économiques. Il a fait valoir que chaque unité monétaire investie dans l'éducation réduit les coûts futurs liés au chômage, à la criminalité et à la mauvaise santé, ce qui fait d'un financement équitable, durable et efficace un élément central de toute stratégie de développement.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Promesses non tenues et obstacles structurels à la réalisation de l'ODD n° 4

Vernor Muñoz, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'éducation, a présenté le suivi réalisé par la CME concernant le volet « financement de l'éducation » du Sommet sur la transformation de l'éducation (TES), en avertissant que le TES était devenu « un nouvel exemple de promesses faites et non tenues ». Il a souligné que les enfants des pays à faibles revenus ne reçoivent qu'une fraction de ce qui est dépensé par élève dans les pays riches de l'OCDE, et que l'UNICEF prévoit une forte baisse du financement de l'éducation d'ici 2026, ce qui pourrait faire passer le nombre d'enfants non scolarisés de 272 millions à 278 millions.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Vernor a attribué la crise du financement de l'éducation à des injustices structurelles plus profondes, telles que les relations de pouvoir coloniales persistantes reproduites par les conditions liées à la dette, l'austérité et une architecture financière internationale qui prive les pays du Sud des ressources dont ils ont besoin pour mettre en place des systèmes d'enseignement public solides. Les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le FMI continuent de promouvoir l'austérité et les coupes dans les dépenses sociales, tandis que l'évasion et la fraude fiscales des entreprises privent les États de recettes qui pourraient financer les écoles, les enseignants et les élèves. Dans le même temps, les dépenses militaires sont en forte hausse, les investissements dans la défense dépassant largement les investissements en capital dans l'éducation, ce qui souligne que les déficits de financement actuels sont le résultat de choix politiques et économiques délibérés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Réalités régionales : austérité, dette et privatisation

Des intervenants issus de la région Asie-Pacifique, du monde arabe, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont expliqué en détail comment les dynamiques mondiales se traduisent par des crises concrètes, tant au niveau national que régional, en matière de financement de l'éducation.

- En Asie-Pacifique, René Raya, de l'ASPBAE, a décrit une région économiquement dynamique mais qui abrite encore la moitié des personnes les plus pauvres du monde et la plus forte concentration d'analphabètes parmi les jeunes et les adultes, avec des disparités persistantes entre les sexes et un nombre élevé d'enfants et de jeunes non scolarisés. Malgré la croissance, de nombreux pays d'Asie du Sud et du Sud-Est figurent parmi ceux qui consacrent le moins de ressources à l'éducation par rapport à leur PIB, et la région Asie-Pacifique est devenue la région du monde où l'éducation est la plus privatisée, le sous-investissement public ouvrant la voie aux prestataires commerciaux.

GCE BUZZ

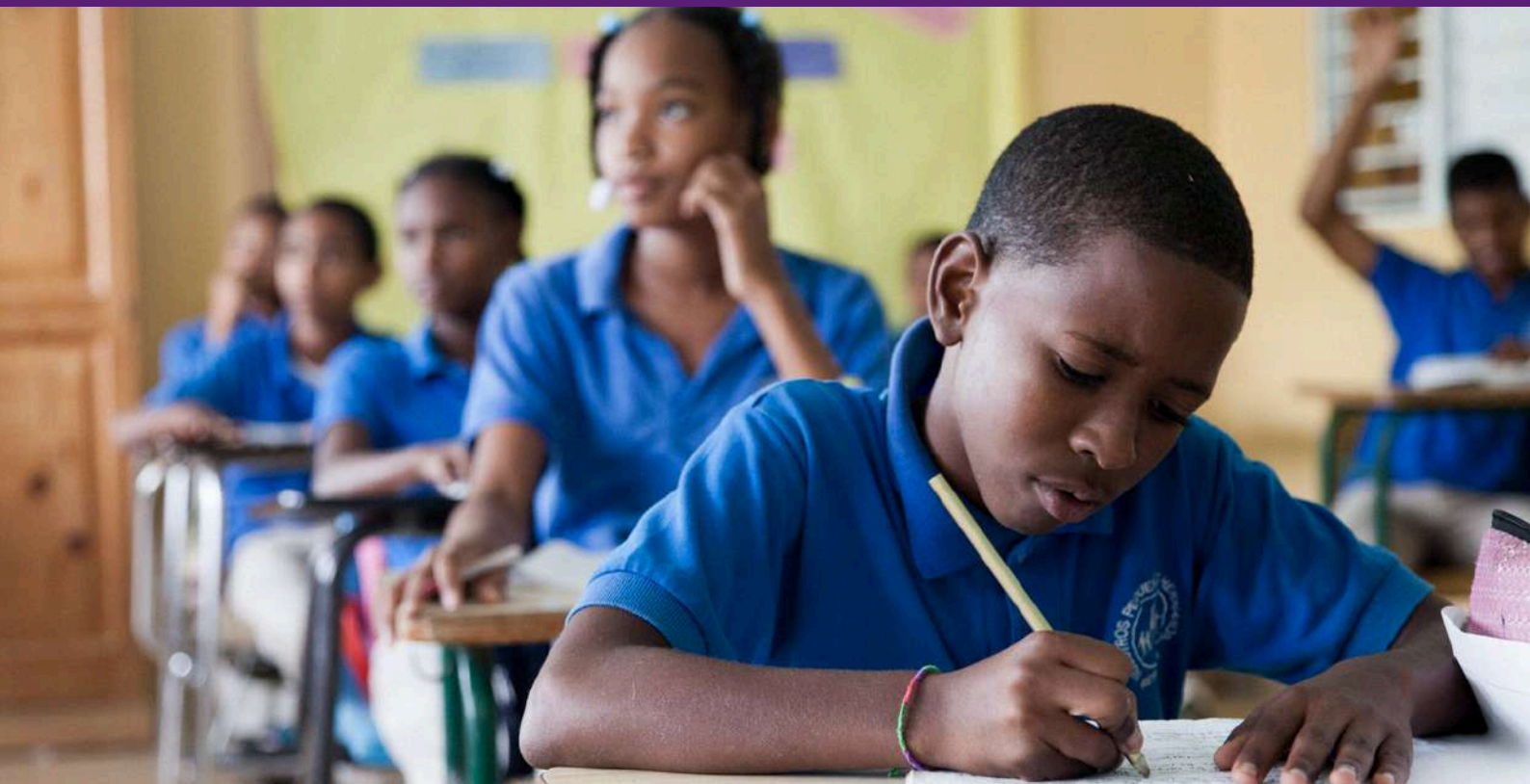
avril-mai 2026



- Au Sri Lanka, Shantha Kulathunge, de la Coalition pour le développement de l'éducation (CED Sri Lanka), a montré comment une mauvaise gestion économique, des allègements fiscaux et une grave crise de la dette ont déclenché un programme d'austérité soutenu par le FMI, poussant le pays au défaut de paiement et imposant de profondes coupes dans les dépenses sociales, notamment dans le domaine de l'éducation. La part de l'éducation dans le PIB est d'environ 2 %, bien en deçà des 6 % réclamés par la société civile, et une nouvelle loi sur la gestion des finances publiques plafonne les dépenses primaires à 13 % du PIB, ce qui revient à verrouiller le faible niveau des dépenses d'éducation pour les années à venir.
- Dans la région arabe, Kamal Messaoui, de la Coalition nationale pour l'éducation en Tunisie, a mis en évidence la double pression exercée par le sous-financement chronique et la guerre, qui entraîne de graves revers dans l'enseignement public, un nombre considérable d'enfants non scolarisés et une privatisation croissante, à mesure que des acteurs privés s'immiscent dans des systèmes publics affaiblis. Les conflits dans des régions telles que Gaza, le Liban et le Soudan exacerbent les crises budgétaires et érodent la capacité des États à garantir le droit à l'éducation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- S'exprimant au sujet de l'Afrique, Tahirou Traoré, de la Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF), a souligné que de nombreux pays africains ne respectaient pas leur engagement d'allouer au moins 20 % de leur budget national ou 4 à 6 % de leur PIB à l'éducation, alors même que le service de la dette absorbe une part toujours plus importante des ressources publiques. Une grande partie des pays africains consacrent davantage de dépenses au service de la dette qu'à l'éducation ou à la santé, tandis que de faibles ratios recettes fiscales/PIB et des pertes massives dues à l'évasion fiscale compromettent la mobilisation des ressources nationales.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, Israel Quirino, du CLADE, a établi un lien entre le financement de l'éducation et la justice fiscale, en illustrant comment les systèmes fiscaux régressifs et l'évasion fiscale pratiquée par les plus riches privent les États des ressources nécessaires à une éducation publique de qualité. Il a souligné qu'un impôt progressif modeste sur les particuliers disposant d'un patrimoine supérieur à un million de dollars pourrait générer des milliards chaque année, soit suffisamment pour financer l'éducation de millions d'élèves, tandis qu'au Honduras, les pertes dues à l'évasion et à l'évasion fiscales dépassent de loin les dépenses actuelles consacrées à l'éducation.

Ensemble, ces témoignages ont montré comment l'austérité, le surendettement, les régimes fiscaux régressifs et la privatisation creusent le déficit de financement et accentuent le retard des apprenants les plus marginalisés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Changer les règles : justice fiscale, allègement de la dette et réforme mondiale

L'un des thèmes centraux de cet événement parallèle était la nécessité urgente de réformer en profondeur l'architecture financière et fiscale mondiale afin de garantir un financement durable de l'éducation et des autres services publics essentiels. Des intervenants de la TaxEd Alliance, du Tax Justice Network et de coalitions nationales pour l'éducation ont souligné que la future Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale (« Convention fiscale des Nations unies ») constituait une occasion historique de faire évoluer l'élaboration des règles fiscales, en la faisant passer d'un système de « clubs exclusifs » à un processus plus inclusif, mené par les Nations unies.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Ucizi Ngulube, de l'Alliance TaxEd, a expliqué comment des pays comme la Zambie sont confrontés à une double pression : la baisse des budgets consacrés à l'éducation, l'augmentation du service de la dette et d'énormes pertes de recettes dues aux incitations fiscales et au transfert des bénéfices par les multinationales, souvent encouragés par les institutions financières internationales au nom de l'investissement et d'une croissance tirée par le secteur privé. La société civile milite donc en faveur d'une mobilisation progressive des ressources nationales, d'une résistance aux impôts régressifs tels que les hausses de la TVA, et de garanties plus solides contre les mesures d'austérité qui sapent les dépenses sociales.

Bernice Mpere-Gyeke, de la Coalition ghanéenne pour la campagne nationale en faveur de l'éducation, a fait part de ses réflexions sur les négociations de la Convention fiscale des Nations unies à Nairobi, soulignant que la justice fiscale est au cœur de l'équité en matière d'éducation et que les pays en développement doivent avoir davantage voix au chapitre dans l'élaboration des règles fiscales mondiales. Elle a souligné la nécessité d'une répartition équitable des droits d'imposition, de l'attention portée aux économies numériques et de la lutte contre les flux financiers illicites, ainsi que le rôle crucial des coalitions nationales pour l'éducation pour relier les débats fiscaux mondiaux à des revendications concrètes en faveur de budgets éducatifs accrus et équitables au niveau national.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Les participants à la réunion ont également pris note de nouvelles initiatives telles que la « Plateforme des emprunteurs », lancée lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, tout en soulignant que la coordination et le renforcement des capacités ne suffiront pas sans réformes plus profondes, notamment l'adoption d'une convention des Nations unies sur la dette souveraine visant à garantir des approches équitables, transparentes et fondées sur les droits en matière d'annulation et de restructuration de la dette.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Un programme d'action commun

Pour résumer les discussions, Cecilia « Thea » Soriano, de la GCE, a réitéré le programme et les mesures communes, appelant les gouvernements et la communauté internationale à :

- Réformer l'architecture financière internationale afin qu'elle soit participative, inclusive et transformatrice, guidée par le développement durable et les droits de l'homme plutôt que par des objectifs budgétaires étroits.
- S'attaquer aux facteurs structurels à l'origine du déficit de financement de l'éducation, notamment l'évasion fiscale, les flux financiers illicites, la corruption généralisée et la baisse de l'aide au développement.
- Renforcer les investissements publics dans les services essentiels – en particulier l'éducation publique, la santé et la protection sociale – grâce à un financement équitable, inclusif et durable, fondé sur la justice fiscale et une mobilisation solide des ressources nationales.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- Fixer des objectifs précis et réserver des ressources aux groupes les plus marginalisés et exclus, notamment ceux vivant dans des zones rurales, isolées et touchées par des conflits, ainsi qu'aux apprenants victimes de discrimination fondée sur le genre, le handicap ou la situation socio-économique.
- Garantir une gestion budgétaire publique transparente, inclusive et sensible à la dimension de genre, assortie d'une forte obligation de rendre compte et d'une participation active de la société civile, des syndicats d'enseignants, des jeunes et des communautés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- Examiner minutieusement les mécanismes de financement dits « innovants » et les partenariats public-privé afin de s'assurer qu'ils renforcent, plutôt qu'ils ne sapent, les systèmes publics, qu'ils respectent les droits de l'homme et qu'ils empêchent la mainmise des entreprises sur l'éducation.
- Respecter les engagements de longue date en matière d'aide publique au développement (APD), les pays donateurs devant allouer au moins 0,7 % de leur RNB à l'APD et accorder une priorité suffisante à l'éducation, à la santé, à la lutte contre le changement climatique et à la protection sociale.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Alors que la Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2026 de la CME se mobilise sous la devise « Hold the Flame High » (Gardez la flamme bien haute), la société civile souligne que le temps presse pour atteindre l'ODD n° 4, mais qu'un dernier effort concerté, fondé sur la justice fiscale, la justice en matière de dette et des choix politiques courageux, peut encore garantir le droit à une éducation inclusive, équitable et de qualité, ainsi qu'à l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Vous pouvez visionner la vidéo complète de l'événement parallèle virtuel [ICI](#).

GCE BUZZ

avril-mai 2026

La GCE lance le tout premier podcast consacré au financement de l'éducation dans le cadre de la GAWE 2026

Le premier épisode du podcast de GCE, intitulé «Hold the Flame High : GCE Voices on Education Financing», a réuni des intervenants issus de l'ensemble du mouvement afin d'analyser la crise mondiale du financement de l'éducation et de proposer des solutions fondées sur la justice, à l'occasion de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026.



Hold the Flame High: GCE Voices on Education Financing

GCE Podcast



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Animé par Cecilia « Thea » Soriano, responsable des campagnes et de la communication au sein de la GCE, cet épisode a accueilli Refat Sabbah, président de la GCE et secrétaire général de la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), Solange Akpo de l'ANCEFA (coalition africaine pour l'éducation), René Raya de l'ASPBAE (réseau d'éducation Asie-Pacifique), Israel Quirino de la CLADE (réseau d'éducation d'Amérique latine et des Caraïbes), ainsi que Crispin Williams, membre du Conseil d'administration de la CME, représentant l'ENACE (Coalition pour l'éducation en Europe et en Amérique du Nord). Étaient également présents Dennis Sinyolo de l'Internationale de l'Éducation, Abideen Olasupo, jeune leader du Groupe des jeunes de la CME, et Grant Kasowanjete, coordinateur mondial de la CME.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Tout au long de la discussion, les intervenants ont expliqué comment l'endettement, l'austérité, la réduction de l'aide internationale et les systèmes fiscaux régressifs érodent les budgets consacrés à l'éducation publique, de nombreux pays n'atteignant toujours pas les seuils de référence de 4 à 6 % du PIB et de 15 à 20 % des dépenses publiques allouées à l'éducation. Ils ont souligné l'ampleur de la pénurie mondiale d'enseignants, son impact disproportionné sur les communautés touchées par les conflits et marginalisées, ainsi que les choix politiques à l'origine de ce sous-financement, alors même que les dépenses militaires et les remboursements de la dette augmentent.

GCE BUZZ

April-May 2026



Cet épisode a également mis en avant des stratégies concrètes de plaidoyer qui font déjà évoluer les débats sur le financement de l'éducation, telles que les campagnes en faveur de la justice fiscale et de la mobilisation des ressources nationales dans la région Asie-Pacifique, les cadres régionaux pour un financement durable de l'éducation publique en Amérique latine et dans les Caraïbes, les initiatives menées par les syndicats pour lutter contre l'austérité et la privatisation, ainsi que les actions menées par les jeunes au Nigeria pour faire entendre leur voix et surveiller l'exécution du budget. Grant Kasowanjete a établi un lien entre ces luttes et les appels mondiaux lancés par la CME en faveur d'un financement public adéquat, d'une réglementation stricte des acteurs privés, d'un financement équitable et favorisant l'égalité des genres, d'une réforme fiscale progressiste et de processus équitables en matière de dette souveraine.

Le podcast s'est conclu par des appels lancés par chaque intervenant aux gouvernements et aux bailleurs de fonds internationaux, les exhortant à « porter haut la flamme » d'une éducation publique inclusive et bien financée, non seulement pendant la GAWE 2026, mais aussi dans tous les domaines politiques et financiers où le droit à l'éducation est en jeu.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

L'Arménie met l'accent sur le financement de l'éducation lors de la GAWE 2026

Dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026 consacrée au financement de l'éducation, une table ronde s'est tenue à Vanadzor, au centre éducatif « Real School ».

Organisé par les coalitions arménienne et de l'Artsakh, cet événement a réuni des représentants de la société civile, des enseignants, des journalistes, des juristes, des étudiants et d'autres acteurs clés du secteur de l'éducation.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les discussions ont porté sur l'insuffisance du financement de l'éducation en Arménie et sur les défis auxquels sont confrontées les écoles des petites communautés rurales. L'une des principales préoccupations soulevées lors de la table ronde a été la politique gouvernementale d'« optimisation » des écoles rurales, qui s'est traduite dans la pratique par la fermeture de certaines écoles locales et le transport quotidien des enfants en bus vers des établissements plus importants. Les participants ont également abordé la question des enfants en décrochage scolaire, en examinant comment les déficits de financement et les fermetures d'écoles peuvent aggraver l'exclusion et les inégalités en matière d'éducation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les participants ont identifié des solutions concrètes et formulé des revendications à adresser au gouvernement arménien. Ils se sont concentrés sur des mesures pratiques et des recommandations politiques visant à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci, en particulier dans les petites communautés et les zones isolées, ainsi qu'à garantir la continuité et la pérennité de l'enseignement local.

L'événement s'est conclu par une discussion en plénière visant à affiner et à consolider ces propositions en une liste unifiée de revendications. Les participants ont souligné l'importance d'efforts conjoints de la part du gouvernement, de la société civile et des professionnels de l'éducation pour renforcer le financement de l'éducation et garantir un accès égal à une éducation de qualité pour tous les enfants en Arménie.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



REQUÊTES DES COALITIONS ARMÉNIENNE ET DE L'ARTSAKH DE LA CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ÉDUCATION À L'ADRESSE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE, DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DES SCIENCES, DE LA CULTURE ET DES SPORTS DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE ET DU MINISTÈRE DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

À la suite de la table ronde qui s'est tenue le 23 avril 2026 à Vanadzor, en République d'Arménie, et au nom des participants, les coalitions arménienne et d'Artsakh de la Campagne mondiale pour l'éducation exhortent le gouvernement de la République d'Arménie, le ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports de la République d'Arménie, ainsi que le ministère des Finances de la République d'Arménie à :

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- Allouer au moins 4 à 6 % du produit intérieur brut et/ou 15 à 20 % du budget de l'État de la République d'Arménie au secteur de l'éducation.
- Interdire la fusion d'établissements d'enseignement général fondée uniquement sur des considérations économiques, car cela pourrait constituer une menace pour le développement global des communautés rurales, en particulier celles situées en zone frontalière.
- Suspendre la mise en œuvre du « Programme visant à garantir l'accès à des services éducatifs de qualité » (300 écoles) et le soumettre à nouveau à un large débat public afin d'y apporter des modifications qui servent les intérêts du développement global des communautés frontalières et des petites communautés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- Prendre des mesures décisives pour garantir l'inclusion de tous les enfants de la République d'Arménie, sans discrimination, dans le système d'enseignement général obligatoire et pour résoudre définitivement cette question.
- Mettre en œuvre une politique fiscale dans le domaine des affaires et de l'activité économique fondée sur les principes d'égalité et de justice.
- Interdire l'octroi d'avantages fiscaux à des entreprises ou à des opérateurs économiques individuels, car cela porte atteinte aux principes constitutionnels de liberté d'activité économique et de libre concurrence économique (article 11 de la Constitution de la République d'Arménie) et entraîne d'importantes pertes budgétaires.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



- Rénover et aménager tous les abris situés dans les établissements scolaires de la République d'Arménie, en priorité dans les communes frontalières, en veillant à ce qu'ils soient dotés de tous les équipements de base et répondent aux normes d'hygiène et d'assainissement ; et dans les communes où il n'existe pas d'abris, en construire de nouveaux.

Vanadzor, Arménie

23 avril 2026

GCE BUZZ

avril-mai 2026

GAWE 2026 : l'Amérique latine et les Caraïbes se mobilisent pour un financement équitable et durable de l'éducation

Partout en Amérique latine et dans les Caraïbes, la société civile, les étudiants, les enseignants et les jeunes ont uni leurs forces à l'occasion de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026 afin de réclamer un financement public suffisant, durable et équitable pour l'éducation.

our story 5h
red.clade



La educa
es un de
no un ne



 Redclade.org

GCE BUZZ

avril-mai 2026

O ESTADO DA EDUCAÇÃO E O SUBFINANCIAMENTO, FALSA PRIVATIZANTES E CAMINHOS

NOITE 2 | 19/05 | 19H ÀS 22H



Andressa Pellanda

Coordenadora geral da Campanha
Nacional pelo Direito à Educação |
Doutora em Ciências (IRI/USP) |
Membro do DEEP/FE/USP



Nelsy Lizarazo

Coordenadora geral da Campanha
Latino-americana pelo Direito à
Educação (CLADE)



Campanha
Latinoamericana
por el Derecho
a la Educación

Sous le slogan « maintenir la llama en alto » (garder la flamme bien haute), la région a placé l'urgence du financement de l'éducation publique au cœur de l'agenda politique, dans un contexte marqué par l'austérité économique, les conflits armés et l'aggravation des inégalités.

Une crise mondiale de l'éducation due au sous-financement

La GAWÉ 2026 s'est tenue à peine quatre ans avant l'échéance de l'Agenda 2030, à un moment où le monde est en retard dans la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 4 (ODD 4) consacré à l'éducation. Plus de 272 millions d'enfants et de jeunes ne sont toujours pas scolarisés, et les progrès en matière de résultats d'apprentissage, d'éducation de la petite enfance et de formation technique et professionnelle stagnent. Le monde est également confronté à une grave pénurie d'enseignants : on estime à 50 millions le nombre d'enseignants supplémentaires nécessaires d'ici 2030 pour garantir le droit à une éducation de qualité pour tous.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



#SAME2026

Desde el 20 al 25 de abril

Tatiana Cardona, integrante de la Federación Internacional de Fe y Alegría parte de la membresía CLADE, también intervino con un llamado a la priorización presupuestaria para que los Estados garanticen el Derecho Humano a la Educación

Le financement est au cœur de cette crise. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur sont confrontés à un déficit annuel de financement de l'éducation de 97 milliards de dollars américains, tandis que quatre pays sur dix n'ont pas respecté les critères internationaux consistant à allouer entre 4 % et 6 % du PIB et/ou entre 15 % et 20 % des budgets publics à l'éducation. Dans le même temps, l'aide publique au développement consacrée à l'éducation est en baisse, alors que les dépenses militaires mondiales ont atteint le chiffre historique de 2 443 billions de dollars américains en 2023, révélant un décalage profondément préoccupant entre les priorités internationales.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

**IO MUNDO:
AS SOLUÇÕES
OS POSSÍVEIS**



GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION

Giovanna Modé

Assessora de incidência política da
Campanha Mundial pela Educação
(CME) | Pesquisadora e doutora em
educação pela FE-USP



Julia Dietrich

Doutoranda em Educação pela
FE-USP | Membro do DEEP/FE/USP

Amérique latine et Caraïbes : inégalités, dette et austérité

En Amérique latine et dans les Caraïbes, ces tendances mondiales se conjuguent à une réalité régionale marquée par des inégalités extrêmes, des systèmes fiscaux régressifs, une dette croissante et des contraintes budgétaires qui limitent la capacité des États à garantir des systèmes d'éducation publique solides. Dans de nombreux pays, le service de la dette a égalé, voire dépassé, les budgets consacrés à l'éducation, tandis que les mesures d'austérité ont érodé les systèmes publics et creusé les fossés sociaux.

La progression de la privatisation et des approches fondées sur le marché a exacerbé les inégalités dans l'éducation et a touché de manière disproportionnée les populations historiquement exclues, notamment les femmes et les filles, les peuples autochtones, les communautés d'ascendance africaine, les migrants et les personnes vivant dans la pauvreté. En conséquence, la région accuse un retard sur les cibles clés de l'ODD 4, en particulier celles relatives aux enseignants, à une éducation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

ECONOMIA QUE CUIDA DA TERRA E DA GENTE: INVESTIR EM EDUCAÇÃO NO FUTURO E NO PRESENTE

**CURSO GRATUITO DA
SEMANA DE AÇÃO MUNDIAL 2026**

L'appel du CLADE : un système éducatif public financé pour transformer la région

La Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE) s'est jointe à la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) afin de faire de la GAWE 2026 un moment stratégique pour le plaidoyer à l'échelle mondiale et régionale. La position régionale du CLADE a souligné que l'éducation est un droit humain fondamental dont dépend la réalisation de tous les autres droits, et a averti que la crise de financement actuelle menace la réalisation de l'ODD 4.

Les organisations de la société civile membres du CLADE ont souligné l'urgence de renforcer les systèmes publics grâce à des politiques budgétaires équitables et suffisantes garantissant une éducation gratuite, publique et de qualité. Elles ont appelé les États à respecter et à dépasser les critères de référence internationaux en investissant au moins 4 % à 6 % du PIB et 15 % à 20 % des dépenses publiques dans l'éducation, en protégeant les budgets de l'éducation contre les mesures d'austérité, en réglementant les acteurs privés et en garantissant des conditions de travail décentes aux enseignants.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Justice fiscale et financement international

Pour la CLADE, la justice fiscale est une condition structurelle du financement durable de l'éducation. Dans une région où les systèmes fiscaux sont fortement régressifs et où l'évasion et l'optimisation fiscales sont estimées à 6,7 % du PIB régional, la CLADE a plaidé en faveur d'une fiscalité progressive, équitable et transparente, dans laquelle les plus fortunés contribuent davantage. Cela passe par la transformation des systèmes fiscaux, le renforcement des administrations fiscales, l'amélioration des informations sur les contribuables et la garantie de la transparence et de la responsabilité vis-à-vis des citoyens.

La campagne GAVE 2026 a également souligné la responsabilité de la communauté internationale. Elle a dénoncé la réduction continue de l'aide au développement consacrée à l'éducation et a appelé à une réforme de l'architecture financière internationale, à la prise de mesures concernant le fardeau injuste de la dette, ainsi qu'au respect de l'engagement de longue date consistant à allouer 0,7 % du revenu national brut à l'aide au développement.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Dialogue régional : « Financer l'éducation, transformer la région »

Dans le cadre de la GAWÉ 2026, la CLADE a organisé, le 24 avril 2026, l'événement régional intitulé « Financer l'éducation, transformer la région : dialogue sur l'Amérique latine et les Caraïbes ». Ce dialogue a réuni des organisations sociales, des mouvements de jeunesse, des syndicats d'enseignants et des décideurs afin d'examiner les impacts du sous-financement, de la dette, de l'austérité et de la privatisation sur les systèmes éducatifs, et d'élaborer des propositions communes en faveur de la justice fiscale, de l'allègement de la dette et d'un accroissement des investissements publics dans l'éducation.

À travers cette initiative, la CLADE a cherché à renforcer la mobilisation régionale, à faire entendre les voix des communautés et des mouvements, et à positionner l'éducation publique comme un pilier de l'égalité, de la justice sociale, de la démocratie et du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Partout en Espagne, les élèves se mobilisent pour défendre le droit à l'éducation numérique en situation d'urgence

Des milliers d'enfants, d'adolescents et d'enseignants de toute l'Espagne se sont mobilisés à l'occasion de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026 afin de plaider en faveur d'un accès équitable à l'éducation numérique, en particulier en période de crise.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Sous l'impulsion de la Coalition espagnole de la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE Espagne), des mobilisations ont eu lieu dans plus de 10 villes, soulignant la nécessité urgente de garantir l'apprentissage numérique en tant que droit fondamental en situation d'urgence. Les participants ont appelé les décideurs politiques et le grand public à veiller à ce qu'aucun apprenant ne soit laissé pour compte lorsque des crises perturbent l'accès à l'éducation.

Tout au long de la semaine, les élèves et les enseignants ont souligné que l'éducation, ainsi que l'accès aux outils numériques qui la rendent possible, constituent le fondement de tous les autres droits. Ils ont mis en avant son rôle dans la construction d'un avenir fondé sur la dignité, l'égalité des chances et la résilience.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Une série d'événements a permis de faire passer ce message dans tout le pays. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- La participation de 120 enfants au Parlement de Galice
- Une manifestation réunissant 400 enfants à Tudela
- Un événement rassemblant plus de 200 élèves au Parlement de Navarre
- Une batucada et une gymkhana dans le centre de Valence, parallèlement à un événement de sensibilisation aux Corts
- Un rassemblement central à Melilla réunissant plus de 400 participants

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Par ailleurs, des forums universitaires ont été organisés à La Corogne, Valence et Valladolid, permettant d'approfondir le dialogue sur l'éducation numérique dans les situations d'urgence. Les supports pédagogiques ont été largement diffusés et utilisés dans différentes villes, notamment Santander, Burgos, León, Salamanque, Valladolid, Valence, Melilla, Saint-Jacques-de-Compostelle, Ourense, Lugo, Pampelune, Tudela, La Corogne, Pontevedra, Vigo et Guadalcaçín.

GCE Espagne continue de sensibiliser à l'importance de l'éducation numérique dans les situations d'urgence par le biais d'actions de plaidoyer, d'engagement du public et de soutien aux établissements d'enseignement utilisant ces ressources. La coalition reste déterminée à militer en faveur d'un accroissement des investissements afin de garantir le droit à l'éducation, même en temps de crise.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

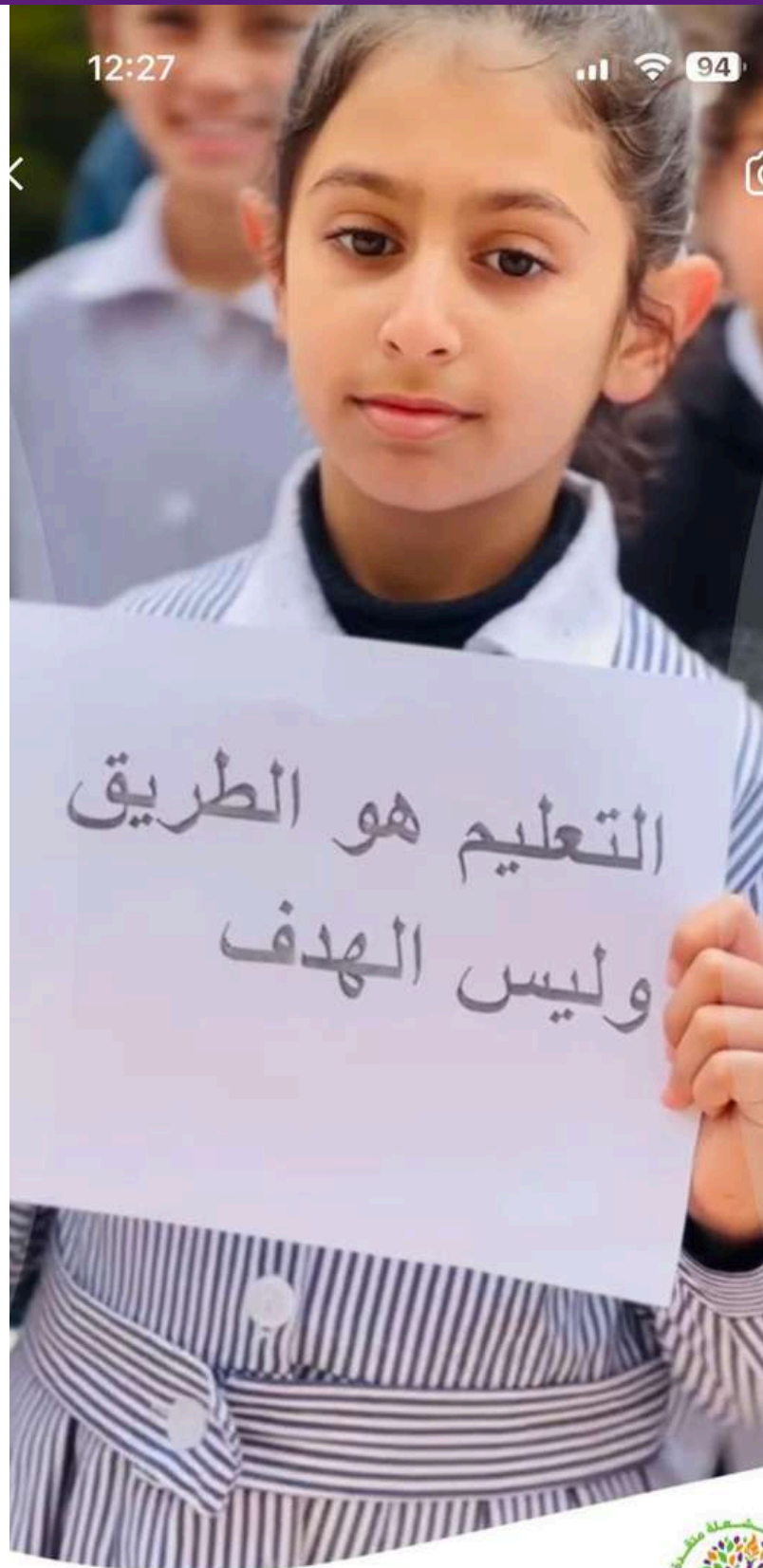


Cette initiative bénéficie du soutien de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) dans le cadre du projet « Campagne mondiale pour l'éducation en faveur du droit à l'éducation dans les situations d'urgence ». Pour en savoir plus :

- Couverture complète de l'actualité (en espagnol): <https://cme-espana.org/2026/05/11/la-semana-de-accion-mundial-por-la-educacion-moviliza-a-miles-de-personas-en-espana-por-una-educacion-digital-equitativa/>
- Déclaration complète sur l'éducation en situation d'urgence (en anglais): https://cme-espana.org/wp-content/uploads/2026/04/POSICIONAMIENTO-SAME-2026_INGLES.pdf
- Site web de GCE Espagne: <https://cme-espana.org/>

Pleins feux sur le plaidoyer et le financement de l'éducation dans la région arabe

En avril et mai 2026, la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) et les coalitions qui la composent se sont mobilisées autour de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026, plaçant le financement de l'éducation, la justice et la résilience au cœur de leur action régionale. Sous les slogans communs « Financer l'éducation, pas la guerre », « Garder la flamme bien haute » et « Entretenir la flamme », les coalitions ont organisé des webinaires, des conférences, des tables rondes et des actions locales qui ont rassemblé des éducateurs, des jeunes, des acteurs des médias et la société civile de toute la région arabe et au-delà.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



المحور الثالث: المناصرة في
سياقات الأزمات والطوارئ

د. وحيد جبران

منسق التعاونية الإقليمية
للتعليم في الطوارئ - فلسطين



المحور الثاني: تطور آليات المناصرة
- من الميدان إلى الفضاء الرقمي

أ. زهير عزعوزي

مستشار منظمات مجتمع مدني -
تونس



المحور الأول: المناصرة ودورها
في قضايا التعليم والتعلم

أ. كمال المشرقي

متخصص في آليات الحماية
الدولية - الأردن



التعقيب والاختتام

أ. ناهد سوسان

مديرة مؤسسة تربوية وناشطة
مجتمع مدني



المناقشة والتوصيات

أ. هناء فوزي رومان

خبير عربي وناشط مجتمع
مدني



تيسير اللقاء

أ. سهام عوادي

ناشطة بالمجتمع المدني



المحور الرابع: توظيف الذكاء
الاصطناعي في المناصرة الرقمية

د. بيبير جدعون

رئيس جمعية تحديث وتطوير
التعليم، وخبير الالكسو في التربية
وتكنولوجيا التعليم - لبنان

Utilisation de l'IA, des médias et des connaissances au service de la défense des droits

Un webinaire régional a été organisé sur le thème « Défense des droits et intelligence artificielle », explorant comment l'IA et les espaces numériques peuvent être mis à profit pour la défense de l'éducation dans les situations d'urgence et les campagnes en faveur des droits. Il a été suivi d'un webinaire intitulé « Les médias éducatifs en temps de crise », qui a examiné les approches éthiques, professionnelles et innovantes en matière de contenus éducatifs, de désinformation et de communication numérique en période de crise. L'ACEA a également poursuivi sa série interactive consacrée au « Développement de la philosophie dans la civilisation arabo-islamique », mettant en avant la philosophie de la créativité et les systèmes de savoir intégrés en s'intéressant tout particulièrement à Ibn Rushd, Al-Ghazali et Al-Tusi, des savants et philosophes musulmans dont les travaux ont façonné la pensée islamique, notamment les débats sur la philosophie, la théologie et le savoir.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

التعليم ليس أولوية مؤجلة بل حق لا يحتمل التأجيل

في وقت تتزايد فيه الأزمات، يبقى تمويل التعليم هو الطريق الوحيد نحو العدالة، والاستقرار، والمستقبل.

ضمن أسبوع العمل العالمي للتعليم 2026

تُطلق الحملة العربية للتعليم فعاليتها
يوم 25 نيسان/أبريل تحت شعار

مؤّلوا التعليم... لا للحرب
تمويل التعليم بدلاً من النزاعات

Semaine mondiale d'action : Financer l'éducation, pas la guerre

Le 25 avril, l'ACEA a officiellement lancé les activités régionales de la GAWÉ 2026 sous le slogan « Financer l'éducation, pas la guerre », appelant à réorienter les ressources consacrées aux conflits vers l'éducation, voie vers la justice, la stabilité et la paix. Une campagne numérique unifiée, intitulée « Hold the Flame High » (Gardez la flamme bien haute), a mis en avant les témoignages de jeunes et des vidéos de sensibilisation provenant de tous les pays arabes, en mettant l'accent sur l'investissement dans les enseignants, l'éducation de la petite enfance, la justice fiscale et une éducation inclusive et de qualité pour tous. Une conférence régionale de lancement, placée sous le slogan « Keep the Flame Burning » (Entretenez la flamme), a réuni les dirigeants de coalitions et de réseaux éducatifs afin de renforcer le plaidoyer collectif en faveur du financement de l'éducation et de la garantie du droit à un apprentissage équitable et inclusif.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

إدارة اللقاء



منى زامل

يشارك باللقاء



المحور الثالث: استراتيجيات
صمود الأنظمة التعليمية في
الأزمات ومدى فعاليتها في
المنطقة العربية
د. يوسف سلمان الرمي
رئيس شعبة التخطيط بمركز
البحوث والتطوير التربوي-
اليمن



المحور الثاني: الفجوات
والتحديات في صمود الأنظمة
التعليمية في الأزمات
د. سائدة عفونه
أكاديمية وباحثة تربوية
مختصة في التخطيط في
التعليم في ظل الحروب
والطوارئ - فلسطين



المحور الأول: مفهوم صمود
الأنظمة التعليمية في الأزمات
وأهميته ومقوماته
د. وحيد جبران
منسق تعاونية التعليم في
حالات الطوارئ الإقليمية



استعراض تجارب

وذلك يوم الأحد 26 نيسان / أبريل 2026

Systemes résilients et financement équitable

Plusieurs webinaires thématiques ont permis d'approfondir la réflexion sur la résilience et l'équité dans le financement de l'éducation. Un dialogue régional sur le thème « La résilience des systèmes éducatifs en situation de crise » a examiné les fondements, les défis et les stratégies visant à renforcer les systèmes éducatifs en situation d'urgence. La Coalition marocaine pour l'Éducation pour tous a organisé une table ronde en ligne sur le thème « Le financement équitable de l'éducation : un moteur de la justice sociale et du développement durable », soulignant en quoi un financement équitable est le fondement de la justice sociale et des ODD. Un autre webinaire régional, intitulé « Apprendre pour un travail décent », a exploré les transformations dans le domaine de la formation et de l'éducation des adultes, en comblant les écarts entre les compétences des adultes et les besoins du marché du travail, et en favorisant l'inclusion sociale et les partenariats en matière d'apprentissage tout au long de la vie.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



أ. منير حسين
عضو مجلس إدارة
الائتلاف التربوي التونسي



د. رفعت صباح
رئيس
الحملة العالمية للتعليم



أ. كمال الميساوي
رئيس
الائتلاف التربوي التونسي



أ. شاهر جمعة البدوي
عن اللجنة القيادية للائتلاف
التربوي الفلسطيني،
إعلامي وناشط تربوي



أ. حنان النفاتي
نائب رئيس
الائتلاف التربوي التونسي



د. المنصف الخميري
مستشار عام في الإعلام
والتوجيه المدرسي والجامعي

Début mai, la Coalition tunisienne pour l'éducation, en collaboration avec l'ACEA et la Coopérative régionale pour le financement de l'éducation, a organisé un webinaire intitulé « La réalité du financement de l'éducation dans les pays arabes et son impact sur la qualité du processus éducatif ». La Coalition mauritanienne pour l'éducation a ensuite organisé un webinaire scientifique intitulé « Le financement de l'éducation dans le monde arabe : des engagements internationaux aux priorités nationales », qui a examiné les défis en matière de financement, les priorités de réforme et les rôles respectifs des gouvernements, de la société civile et du secteur privé.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Le financement de l'éducation et le rôle des médias et des enseignants

La Coopérative régionale des médias éducatifs et la Coalition tunisienne pour l'éducation ont organisé un webinaire sur le rôle des médias éducatifs dans la promotion de la compréhension du financement de l'éducation et dans l'encouragement des investissements dans la connaissance et le développement. Ce webinaire régional de deux jours, intitulé « Le financement de l'éducation dans le monde arabe : les expériences des enseignants pendant la Semaine mondiale d'action », a réuni des enseignants de plusieurs pays afin qu'ils partagent leur point de vue sur la manière dont les déficits de financement affectent les écoles, les salles de classe, la continuité de l'apprentissage et la résilience des communautés. Les enseignants ont également mis en avant des initiatives et des partenariats locaux qui contribuent à pallier les déficits de financement dans des contextes politiques et économiques difficiles, ainsi que dans des situations de déplacement de populations.

العربية للتعليم للجميع - أكيا للمشاركة
إقليمية تحت عنوان: "تمويل التعليم في
ي: تجارب المعلمين خلال أسبوع العمل
ي تنظمها تعاونية المعلمين الإقليمية
ائتلافات التعليم في المنطقة العربية

يشترك باللقاء في اليوم الأول



أ. بلال محمد شحتو
مصر

الفجوة بين المدارس
(حكومي- خاص) / تأثير
التمويل على كثافة
الصفوف



أ. هند أشبيه أبوه
موريتانيا

أثر ضعف/تحسين التمويل
على البيئة الصفية وتوفر
الموارد التعليمية



أ. وفاء عطية اللوح
فلسطين

أثر الظروف السياسية على
تمويل التعليم / استدامة
العملية التعليمية (تجربة
من غزة)



أ. مريم حسن علي محمد
السودان

التحديات في ظل الأزمات
/ كيف يتكيف المعلم مع
نقص الموارد



أ. نوال زيناتية
ميسرة الندوة

منسقة تعاونية
المعلمين الإقليمية

بيقية
ميسرة

مايو 2026

فلسطين

مسة زوم

<https://us02w>

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Actions mondiales et locales : de Dublin à la Somalie

Le GAVE 2026 a également donné lieu à des initiatives au-delà de la région arabe. À Dublin, lors d'une conférence organisée par l'Irish Network for Education Worldwide, les dirigeants de l'ACEA, représentés par Refat Sabbah, ont participé aux discussions sur le financement mondial de l'éducation et la coordination en faveur de fonds multilatéraux tels que « Education Cannot Wait » et le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), réaffirmant que le financement est une décision politique qui reflète les priorités nationales. À Amman, en Jordanie, une grande conférence placée sous le slogan « Keep the Flame Burning for Education » (Entretenir la flamme de l'éducation) a réuni des représentants gouvernementaux, des organisations de la société civile, des éducateurs, des jeunes et des défenseurs des droits des personnes en situation de handicap afin d'appeler à un investissement public accru et durable, à la transparence budgétaire, à la participation des jeunes et à une répartition équitable des ressources en faveur d'une éducation inclusive.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Au niveau national, les activités de la GAWE 2026 se sont poursuivies au Liban et en Somalie, avec des manifestations organisées à Tripoli, Akkar et Sidon qui ont mis l'accent sur l'urgence de donner la priorité au financement de l'éducation, de soutenir les enseignants, de renforcer la transformation numérique et d'alléger les charges pesant sur les familles. Les actions menées sur le terrain en Somalie ont permis aux communautés de faire entendre leur voix en faveur du droit à l'éducation et ont souligné que l'éducation n'est pas une option, mais un droit fondamental et la pierre angulaire de sociétés plus justes et plus stables.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Le GCE à la première conférence mondiale sur l'éducation organisée par le Réseau irlandais pour l'éducation dans le monde (INEW)

Dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026, Refat Sabbah, président de la GCE et secrétaire général de la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), a participé à la toute première conférence « Education Worldwide » organisée par le Réseau irlandais pour l'éducation dans le monde (INEW) le 28 avril 2026 à Dublin.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Cet événement a réuni des dirigeants mondiaux afin de débattre du financement de l'éducation, l'un des défis les plus urgents de notre époque. Représentant la GCE, Crispin Williams (membre du conseil d'administration) a participé à une table ronde aux côtés d'experts, dont Laura Frigenti, directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), afin de faire le point sur la situation actuelle du financement mondial de l'éducation et de souligner la nécessité d'une coordination internationale renforcée, notamment pour soutenir des initiatives telles que « L'éducation ne peut attendre » et le GPE.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Dans son intervention, Refat a souligné que « le financement de l'éducation n'est pas une question purement technique ou financière ; il s'agit avant tout d'une décision politique qui reflète les priorités et le système de valeurs d'un État ». Il a insisté sur le fait que le véritable enjeu n'est pas le manque de ressources, mais la manière dont elles sont allouées. La baisse des investissements dans l'éducation, a-t-il averti, aggrave les inégalités et affaiblit la résilience des sociétés.

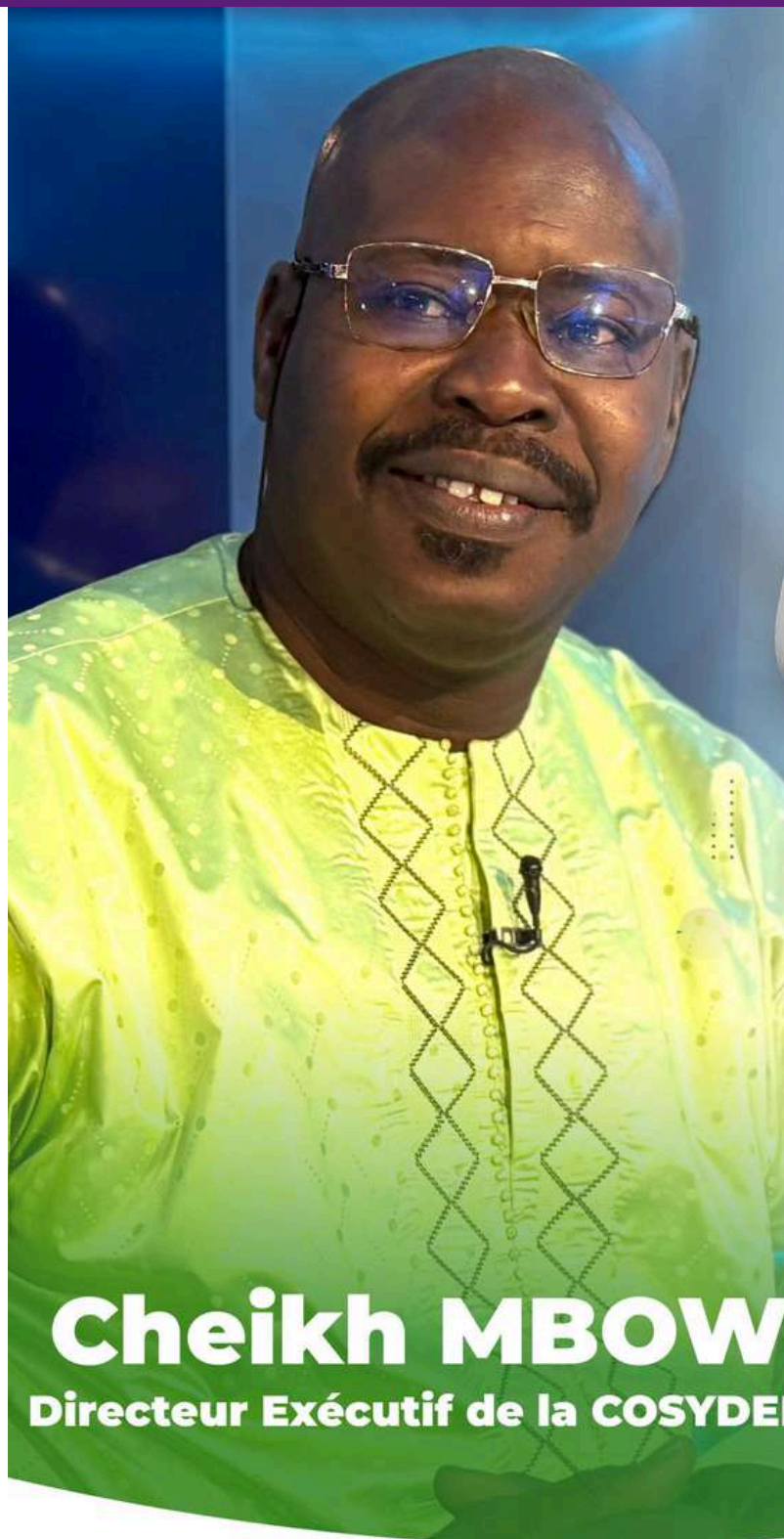
Refat a conclu son intervention en réaffirmant que l'éducation doit être reconnue comme un pilier de la justice et de la dignité, et qu'il ne faut pas tarder à y investir.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

GAWE 2026 : « Nos enfants ne peuvent plus attendre » Le COSYDEP appelle à un financement équitable de l'éducation

Dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE 2026), le COSYDEP, la coalition nationale pour l'éducation au Sénégal, a organisé une table ronde sur le thème : « Quelles approches efficaces peuvent influencer les politiques et les pratiques en matière de financement de l'éducation ? »



Cheikh MBOW
Directeur Exécutif de la COSYDEP



COSYDEP
Sénégal

**Semaine
pour l'Édu**

GCE BUZZ

avril-mai 2026

MARDI
28
AVRIL

14H00
17H00

Sur Meet



Cheikh MBOW
Directeur Exécutif de la COSYDEP

MODÉRATEUR



Abdoulaye DIOP
CA COSYDEP



Jean Mathieu LAROCHE
UNICEF

Promouvoir la transparence pour une meilleure gestion des ressources



Cheikh Diaw
COSYDEP sédhiou

Education : impact du sous-financement (Stabilité et Qualité)



Abdourahmane Gueye
coordonnateur USEQ

Financement : Pistes innovantes et durables



Adama Seck
COSYDEP Fatick

Enseignements et recommandations (Revue sectorielle locale)

Cette session virtuelle a réuni une centaine de participants, parmi lesquels des acteurs de la société civile, des institutions partenaires telles que l'UNICEF et la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), ainsi que des coordinateurs locaux venus de tout le Sénégal. Les discussions ont mis en évidence les conséquences concrètes d'un sous-financement chronique, notamment la pénurie d'enseignants, le recours à des salles de classe de fortune, les disparités régionales persistantes et l'accès limité à une éducation de qualité. Dans la seule région de Sédhiou, plus de 400 postes d'enseignants restaient vacants en 2025, tandis que près de 18 % des classes continuaient à fonctionner dans des abris provisoires.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



La **reddition des comptes** est
indispensable pour une bonne
gestion des ressources

Omar NIANG

Soulignant l'urgence de la situation, Oumar Niang, président du conseil d'administration du COSYDEP, a déclaré : « Nos enfants, qui représentent l'avenir de ce pays, ne peuvent plus attendre que les budgets soient ajustés au petit bonheur la chance. Ils ont besoin d'une volonté politique qui se traduise par des mesures financières concrètes. »

Faisant écho à cet appel, Doriane Tchamanbe, de la CME, a souligné l'importance de renforcer le plaidoyer au niveau national afin d'identifier et de promouvoir des approches de financement de l'éducation durables et adaptées au contexte.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les participants ont collectivement appelé à un renforcement des investissements publics dans l'éducation, parallèlement à des stratégies innovantes visant à mobiliser les ressources nationales, notamment par le biais de la fiscalité et des recettes issues des industries extractives. La nécessité d'une plus grande transparence dans la gestion des fonds destinés à l'éducation a également été fortement soulignée, le contrôle citoyen et l'obligation de rendre des comptes étant identifiés comme des mécanismes essentiels pour garantir que les investissements parviennent effectivement aux apprenants et leur profitent.

La discussion s'est conclue par un appel à l'action unanime : l'éducation est un droit fondamental qui exige un engagement politique fort, une allocation équitable des ressources et une société civile autonome, capable de demander des comptes aux décideurs quant au respect de leurs engagements.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Lancement de l'initiative GAWE 2026 au Burkina Faso

Le 5 mai 2026, la Coalition nationale pour l'Éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF) a lancé à Ouagadougou la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWE) 2026.

La GAW 2026 au Burkina Faso s'inscrit dans le cadre de la campagne de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) pour la période 2026-2030. Dans cette dynamique internationale, les acteurs nationaux cherchent à mobiliser des ressources plus importantes et plus durables pour soutenir les systèmes éducatifs, en particulier dans les pays à faibles et moyens revenus.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Au Burkina Faso, la campagne GAWE est devenue un espace important de concertation entre les pouvoirs publics, la société civile, les syndicats d'enseignants, les communautés et les partenaires techniques autour des enjeux clés que sont l'accès, la qualité et le financement. L'accent mis cette année par la campagne sur le financement durable souligne la nécessité d'évoluer vers des investissements dans l'éducation plus prévisibles, pilotés au niveau national et axés sur l'équité.

À moins de cinq ans de l'échéance de 2030 fixée pour l'Objectif de développement durable n° 4 (ODD 4), la promesse d'une éducation inclusive, équitable et de qualité est encore loin d'être tenue pour de nombreux enfants au Burkina Faso. Cette année, la GAWE se déroule dans un contexte complexe marqué par des crises qui se chevauchent et des budgets publics restreints, mais aussi dans le sillage de débats internationaux renouvelés sur l'avenir du financement de l'éducation. Alors que les pays et les bailleurs de fonds se préparent à la prochaine reconstitution des ressources du GPE, les acteurs burkinabés utilisent la GAWE comme une plateforme nationale pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation 2017-2030, conformément à l'ODD 4.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Malgré les efforts budgétaires considérables déployés par l'État, le secteur de l'éducation continue de faire face à des défis majeurs. Les taux d'achèvement scolaire restent faibles à plusieurs niveaux de scolarité, tandis que de nombreux enfants, en particulier les filles, les élèves des zones rurales, les enfants déplacés et ceux en situation de handicap, peinent encore à accéder à l'école, à y rester et à y réussir. Les possibilités d'accès à l'enseignement technique et professionnel sont trop limitées, alors même que les jeunes ont un besoin urgent de parcours leur permettant d'accéder à un emploi décent et à des moyens de subsistance. Comme l'a souligné Tahirou Traoré, coordinateur de CN-EPT/BF, lors du lancement, ces chiffres représentent des enfants qui parcourent de longues distances pour se retrouver dans des salles de classe surpeuplées, des jeunes qui abandonnent leurs études faute de soutien, et des familles qui continuent de considérer l'éducation comme une promesse fragile plutôt que comme un droit garanti.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Pour la coalition CN-EPT/BF, la campagne GAWE 2026 est un appel à approfondir le dialogue politique et à accroître le financement national et durable de l'éducation. La coalition souligne que l'éducation doit être considérée comme un investissement public à long terme, capable de favoriser la cohésion sociale, la transformation économique et la résilience face à des crises multiples. La campagne menée au Burkina Faso vise donc à promouvoir des solutions concrètes pour améliorer la gouvernance, la transparence et l'efficacité des dépenses éducatives, tout en veillant à ce que les ressources soient d'abord allouées aux apprenants les plus marginalisés.

Les activités prévues dans le cadre de la GAWE 2026 se dérouleront de mai à juillet dans les 13 régions du pays, avec la participation d'un large éventail d'acteurs du secteur de l'éducation. À travers des débats, des événements publics, des actions médiatiques et des initiatives au niveau communautaire, les organisateurs espèrent susciter un engagement collectif en faveur d'un système éducatif accessible, inclusif et adapté aux réalités du Burkina Faso.

Cliquez ici pour lire des articles (en français) sur le CN-EPT/BF et la GAWE 2026 sur les plateformes d'information en ligne suivantes : [Nouvelles Infos](#) et [Burkina24](#).

GCE BUZZ

avril-mai 2026



TENMET mène la campagne de sensibilisation en faveur de GAWÉ 2026

Le Réseau tanzanien pour l'éducation (TENMET) célèbre la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (GAWÉ) depuis 18 ans. En 2026, ses activités dans le cadre de la GAWÉ ont une nouvelle fois rassemblé des acteurs du secteur de l'éducation, des représentants du gouvernement, des médias et des communautés afin de faire entendre la voix des citoyens sur le droit à l'éducation et le besoin urgent d'un financement durable.

La GAWÉ est devenue un moment clé à l'échelle mondiale pour mener des actions de plaidoyer coordonnées. En Tanzanie, elle a offert au TENMET et à ses membres une tribune pour influencer les politiques, mettre en lumière les obstacles à l'accès et à l'équité, et faire le lien entre les réalités locales et les engagements mondiaux au titre de l'ODD n° 4. Tout au long de la semaine, les événements ont mis en évidence les défis liés au financement de l'éducation, l'importance de la collaboration entre les parties prenantes et le rôle des communautés dans le renforcement des systèmes éducatifs.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Une forte visibilité médiatique pour le financement de l'éducation
Afin d'optimiser la visibilité et l'engagement du public, TENMET a travaillé en étroite collaboration avec un large éventail de médias, allant des journaux nationaux et sites d'information en ligne aux blogs, en passant par la radio et les réseaux sociaux. La couverture médiatique a porté sur les événements de la journée d'ouverture, les visites sur le terrain et les activités de clôture, garantissant ainsi que les messages clés sur le financement de l'éducation et les solutions locales atteignent les publics à travers toute la Tanzanie.

La campagne a généré une abondance de contenus en ligne, notamment des articles d'actualité, des reportages, des séries de photos, des vidéos « Reels » et des publications documentant les activités de la GAWE et les points de vue des communautés. À eux seuls, les comptes de TENMET sur les réseaux sociaux ont touché environ 53 000 personnes, renforçant ainsi considérablement la visibilité des messages de plaidoyer en faveur de l'éducation et l'image institutionnelle du réseau.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Documentation de l'impact et prochaines étapes

Toutes les productions médiatiques issues de cette campagne de cinq jours ont été systématiquement documentées et archivées dans un dossier numérique dédié, afin de favoriser la transparence, l'apprentissage et les futures actions de plaidoyer. Ces archives comprennent des publications en ligne, du contenu issu des réseaux sociaux et une documentation numérique des événements de la GAWE ; elles constituent une ressource essentielle pour suivre la portée et l'impact de l'initiative au fil du temps.

Dans l'ensemble, la GAWE 2026 en Tanzanie a bénéficié d'une forte visibilité sur les médias numériques et a contribué à sensibiliser le public aux pressions qui pèsent sur le financement de l'éducation et à l'importance des solutions collaboratives. L'unité Communication et Médias de TENMET recommande de poursuivre l'engagement stratégique auprès des journalistes et des organes de presse, ainsi que de continuer à investir dans l'archivage numérique, afin de renforcer davantage le plaidoyer en faveur de l'éducation et de soutenir un financement durable de l'éducation dans les années à venir.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

La GCE participe au 12e Forum régional africain sur le développement durable

La Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) et ses membres ont activement contribué au 12e Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD), qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 28 au 30 avril 2026, sur le thème « Inverser la tendance : des actions transformatrices et coordonnées pour l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 ».

Organisé à moins de cinq ans de l'échéance de 2030, ce forum a mis en évidence la lenteur des progrès de l'Afrique concernant 12 Objectifs de développement durable (ODD), voire un recul sur cinq d'entre eux, ce qui rend d'autant plus cruciale l'action en faveur de l'éducation et, plus largement, de la justice sociale.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Lors de l'ARFSD de cette année, l'Ouganda s'est imposé comme un exemple remarquable de mise en œuvre des ODD, ayant appliqué la majeure partie de la déclaration de l'ARFSD 11 et mis en place un forum national de haut niveau sur les ODD afin de dresser le bilan des progrès réalisés dans l'ensemble des ministères et départements. L'Ouganda a augmenté son ratio recettes fiscales/PIB, le faisant passer de 12,5 % en 2022 à 14,2 % en 2024/25, et a donné la priorité à la création de valeur ajoutée sur le territoire national à partir des ressources minérales afin de créer des emplois, illustrant ainsi comment les politiques nationales peuvent favoriser un développement plus équitable.

Tout au long des discussions, les délégués ont souligné que les niveaux d'endettement insoutenables et les flux financiers illicites constituaient des obstacles majeurs au développement durable. La mobilisation des ressources nationales est apparue comme un thème central, avec des appels en faveur d'une fiscalité progressivement numérisée, d'une administration publique numérique et de financements innovants pour soutenir une transition numérique et verte juste.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Engagement et partenariats de la GCE

La GCE, l'ANCEFA et les coalitions nationales africaines pour l'éducation (NEC) ont profité de ce forum pour renforcer leur collaboration avec les principales parties prenantes impliquées dans les processus d'examen national volontaire (VNR), qui constituent les évaluations officielles des Nations unies au cours desquelles les gouvernements rendent compte de leurs progrès vers la réalisation des ODD. Les VNR sont des rapports élaborés par les pays et présentés lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations unies ; ils constituent un moment clé pour la société civile afin d'influencer la manière dont les progrès sont évalués.

Lors d'une réunion avec le point focal pour les grands groupes et autres parties prenantes (le contact des Nations unies chargé de coordonner la participation de la société civile à ces processus), les NEC ont été invitées à établir des liens avec les plateformes nationales d'organisations de la société civile (OSC), qui rassemblent différentes ONG et différents mouvements au niveau national. Cela permettrait aux rapports « Spotlight » des NEC (leurs évaluations détaillées de la mise en œuvre de l'éducation et des ODD) d'alimenter les rapports parallèles plus larges de la société civile sur les ODD, qui offrent un contrepoids indépendant aux discours officiels des gouvernements.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Lorsque les plateformes nationales de la société civile sont faibles ou inactives, les coalitions nationales pour l'éducation ont été encouragées à prendre le relais et à coordonner les contributions de la société civile, avec la possibilité pour celles-ci d'obtenir le soutien de l'ONU afin que leurs représentants puissent présenter ces messages lors du Forum politique de haut niveau (HLPF). Les coalitions nationales pour l'éducation présentes à l'ARFSD ont également rencontré les délégations de leur pays afin de convenir de la manière d'intégrer davantage l'éducation et l'équité dans les processus d'examen national volontaire (ENV) en cours, qui couvrent l'ensemble des ODD et seront validés dans les semaines à venir.

Les représentants de la CME ont saisi cette occasion pour nouer des liens avec des partenaires stratégiques, notamment les sections nationales de Transparency International qui préparent des rapports « Spotlight », Sightsavers Africa sur les examens nationaux volontaires (VNR) inclusifs envers les personnes en situation de handicap, et le Réseau parlementaire africain sur les flux financiers illicites et la fiscalité (APNIFFT), qui travaille avec des parlementaires d'Afrique australe et centrale sur la justice fiscale et le plaidoyer. Ces liens ouvrent de nouvelles perspectives aux membres de la CME pour influencer les débats politiques sur le financement, l'équité et le droit à l'éducation.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Les discussions de l'ARFSD ont également souligné la nécessité de préparer les jeunes à l'industrialisation et à la numérisation en développant l'enseignement supérieur et en investissant dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). Pour la GCE et ses membres, cela renforce l'importance de plaider en faveur de systèmes éducatifs inclusifs et financés par les pouvoirs publics, au service de tous les apprenants, en particulier les filles, les apprenants en situation de handicap et ceux touchés par les conflits et le changement climatique.

Le forum s'est conclu par une série d'actions de suivi qui orienteront le plaidoyer de la GCE dans les années à venir. La société civile, y compris les membres de la GCE, jouera un rôle crucial dans le suivi de la mise en œuvre par les gouvernements de la Déclaration d'Addis-Abeba, qui intègre le suivi de l'Engagement de Séville sur le financement du développement et de la Déclaration politique de Doha du « Sommet social mondial ».

À l'avenir, l'Éthiopie accueillera la COP 32 en 2027, ce qui constituera un moment clé pour l'Afrique afin de faire pression en faveur de résultats climatiques qui répondent aux besoins d'adaptation et de résilience du continent ainsi qu'à ses voies de développement à long terme.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Dans le cadre du suivi de cette initiative et de l'Agenda 2030 au sens large, les ODD qui feront l'objet d'un examen mondial en 2027 comprendront l'ODD 4 sur l'éducation, l'ODD 10 (réduction des inégalités), l'ODD 12 (consommation et production durables), l'ODD 15 (écosystèmes durables) et l'ODD 17 (partenariats au service des objectifs), ce qui rend indispensable que la CME et ses membres commencent dès maintenant à élaborer des stratégies tant pour la COP 32 que pour le Sommet des ODD de 2027.

La participation des États membres à l'ARFSD de cette année a été inégale, certains pays étant absents ou représentés uniquement par du personnel technique, et les communautés économiques régionales étant largement absentes de la salle. Cela représente une opportunité directe de plaider pour les coalitions de la CBE afin de mobiliser leurs ministères de l'Éducation et de faire pression pour une forte représentation politique lors de la 13e session de l'ARFSD et de l'examen de l'ODD 4 en 2027.

La CBE va désormais travailler avec ses membres à travers l'Afrique pour tirer parti des liens et des engagements forgés lors de la 12e session de l'ARFSD, en veillant à ce que la justice en matière d'éducation, le financement et la responsabilité restent au cœur du programme de développement durable de l'Afrique.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Comment la société civile façonne l'éducation inclusive au Burkina Faso

En l'espace d'un an seulement, la Coalition nationale pour l'éducation pour tous au Burkina Faso (CN-EPT/BF) a contribué à transformer les données factuelles en engagements politiques de haut niveau en faveur d'une éducation inclusive, notamment pour les filles, les enfants en situation de handicap et les élèves déplacés à l'intérieur du pays. Grâce à une subvention de 2 000 dollars américains octroyée en 2025 dans le cadre de l'initiative « Égalité des genres et inclusion sociale » de la CME, la coalition a mené un projet intitulé « Plaidoyer en faveur d'une éducation inclusive et équitable tenant compte du genre et du handicap », veillant ainsi à ce que les besoins des apprenants vulnérables ne soient plus négligés dans les plans et budgets sectoriels.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Afin d'optimiser son impact, le CN-EPT/BF a noué des alliances avec trois partenaires clés de la société civile : la Coalition nationale contre le mariage des enfants au Burkina (CONAMEB), l'Association pour la promotion de l'éducation non formelle (APENF) et la Coalition des organisations et structures de la société civile actives dans l'éducation non formelle (COSENF). Ensemble, ces organisations se sont donné pour mission d'évaluer dans quelle mesure les politiques et les budgets éducatifs du Burkina Faso répondent réellement aux besoins des apprenants vulnérables, et d'utiliser ces données pour influencer les décideurs.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Leur évaluation a mis en évidence un fossé profond entre les politiques et la réalité. Alors que les textes officiels expriment un engagement fort en faveur de l'éducation inclusive, sa mise en œuvre sur le terrain reste limitée et inégale. Le rapport a relevé des avancées importantes, telles que le soutien financier accordé à certains élèves en situation de handicap, des initiatives ponctuelles de formation des enseignants et la construction de rampes d'accès dans certaines écoles. Cependant, ces progrès coexistent avec de graves lacunes, telles que des toilettes non adaptées ou inaccessibles, des dispositifs d'accompagnement qui ne répondent pas aux besoins spécifiques, ainsi qu'un manque chronique de financement tant pour la Stratégie nationale pour l'éducation en situations d'urgence que pour la Stratégie nationale pour le développement de l'éducation inclusive.

S'appuyant sur ces constatations, la coalition a formulé des recommandations concrètes. Celles-ci comprenaient notamment l'augmentation des ressources allouées à l'éducation inclusive, le renforcement de la formation des enseignants, la construction d'infrastructures scolaires adaptées et accessibles, ainsi que le développement d'alternatives d'éducation non formelle pour les apprenants déplacés à l'intérieur du pays, les enfants en situation de handicap et les enfants et adolescents non scolarisés. Une revendication centrale portait sur l'intégration d'une approche sensible au genre et à l'inclusion dans les plans d'action ministériels, afin que les engagements politiques en faveur de l'inclusion se reflètent dans la manière dont les fonds publics sont effectivement alloués et dépensés.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Une fois le rapport validé, la coalition CN-EPT/BF est passée de la phase d'analyse à celle du plaidoyer direct. Le 14 novembre 2025, la coalition a organisé une réunion de haut niveau qui a rassemblé des représentants de la présidence du Burkina Faso, du cabinet du Premier ministre, des députés, des hauts fonctionnaires des ministères de l'Éducation, des partenaires techniques et financiers, des organisations de personnes en situation de handicap et d'autres acteurs de la société civile. Les participants ont salué la qualité et la pertinence du rapport, et la Présidence s'est engagée publiquement à soutenir la mise en œuvre de ses recommandations, témoignant ainsi d'une volonté politique renouvelée en faveur de l'éducation inclusive.

Lors de la réunion du conseil sectoriel de l'éducation du 27 février 2026, le ministre de l'Éducation de base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales a annoncé qu'il avait reçu des instructions directes du chef du gouvernement pour garantir la mise en œuvre effective de l'éducation inclusive au Burkina Faso. Il a chargé les responsables des programmes « Accès, Qualité, Éducation non formelle, Finances et Pilotage », ainsi que les directeurs régionaux de l'éducation, d'intégrer cette décision dans leurs plans d'action et leurs budgets à partir de 2026. « Il ne s'agit plus simplement de construire des rampes d'accès dans les écoles pour prétendre qu'elles sont inclusives », a-t-il déclaré, marquant ainsi un changement de paradigme : on passe de mesures symboliques, axées sur des projets, à un changement systémique fondé sur les droits.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Pour le CN-EPT/BF et ses alliés, ces annonces constituent une étape décisive, et non un aboutissement. La coalition continue de surveiller de près si les promesses faites au plus haut niveau du gouvernement se traduisent par des dotations budgétaires durables, un renforcement de la formation des enseignants et des environnements d'apprentissage plus accessibles et sensibles au genre pour tous les apprenants vulnérables. L'expérience du Burkina Faso illustre le pouvoir d'une action coordonnée et fondée sur des données factuelles de la société civile, soutenue par des ressources ciblées, pour redéfinir les débats nationaux sur l'éducation et pousser les gouvernements à passer de « des rampes d'accès symboliques » à une véritable inclusion pour chaque apprenant.

Les enseignants en mouvement : un signal d'alarme pour les écoles camerounaises

Cet article s'appuie sur des analyses et des témoignages récents publiés par le CEFAN, la coalition nationale pour l'éducation au Cameroun. La lettre d'information du CEFAN met en lumière une crise croissante mais souvent négligée : les enseignants quittent la profession en nombre alarmant. Beaucoup abandonnent leur poste ou émigrent vers des pays comme le Canada et d'autres, à la recherche de meilleurs salaires, de conditions de travail plus sûres et de parcours professionnels plus prévisibles. Cet exode silencieux affaiblit progressivement les fondements du système éducatif.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Dans de nombreuses écoles, en particulier dans les zones rurales et touchées par des crises, un seul enseignant est chargé de classes très nombreuses, comptant parfois plus de 70 ou 80 élèves. Lorsque des enseignants expérimentés quittent leur poste et ne sont pas remplacés, certaines matières ne sont plus enseignées régulièrement, et les élèves perdent non seulement l'expertise nécessaire, mais aussi la continuité et le soutien indispensables à l'apprentissage. Les conséquences sont particulièrement graves pour les enfants déjà confrontés à des difficultés sociales et économiques, ce qui aggrave les inégalités existantes entre les régions et les communautés.

Les raisons de cet exode sont multiples mais étroitement liées. Les salaires ne suivent souvent pas la hausse du coût de la vie, tandis que les retards dans le versement des indemnités et des prestations sapent la confiance. Les conditions de travail restent difficiles, avec des salles de classe surpeuplées, du matériel pédagogique limité et, dans certaines régions, une insécurité persistante qui fait de chaque trajet vers le lieu de travail un risque quotidien. Parallèlement, l'évolution de carrière est incertaine et lente, ce qui donne à de nombreux enseignants le sentiment que leurs efforts et leurs qualifications ne sont pas dûment reconnus. Si les autorités ont renforcé les contrôles et les audits pour vérifier la présence du personnel et remédier aux irrégularités, ces mesures ne suffisent pas à elles seules à rétablir la confiance dans la profession ni à convaincre les enseignants de rester à leur poste.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Il est donc temps de conclure un « New Deal » avec les enseignants. Si le Cameroun veut inverser cette tendance, il lui faudra plus que des mesures palliatives. L'enseignement doit être considéré comme une profession méritant un salaire décent, des parcours professionnels prévisibles et des avantages sociaux garantis. Les salaires devraient être alignés sur le coût réel de la vie, et les arriérés ainsi que les indemnités versés de manière transparente et dans les délais. L'affectation d'enseignants dans des zones reculées ou dangereuses doit s'accompagner d'un soutien approprié, notamment en matière de logement, d'indemnités de difficulté de vie, de mesures de sécurité et de possibilités de développement professionnel.

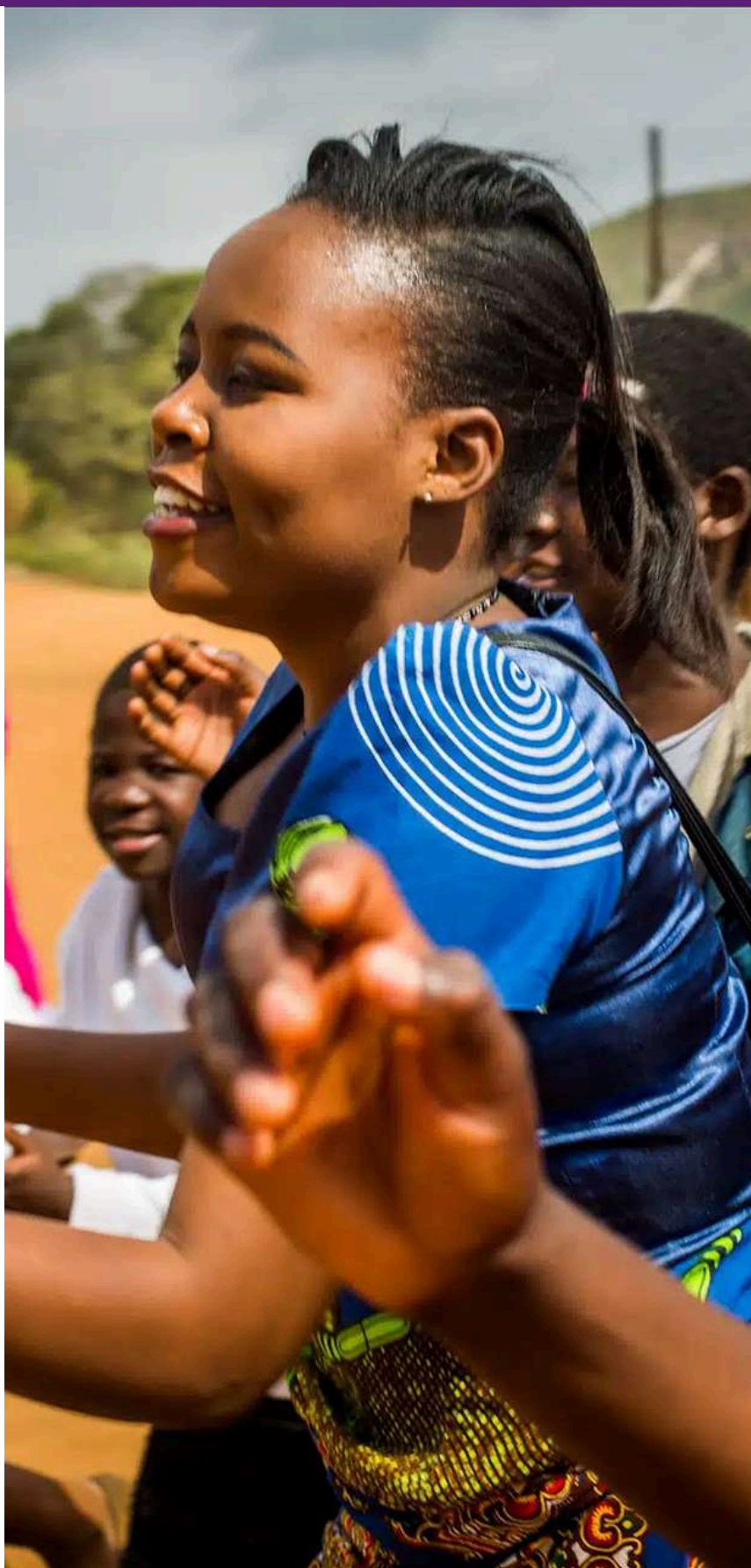
Un nouvel accord implique également de donner aux enseignants les outils nécessaires à l'exercice de leur métier : des classes moins chargées lorsque cela est possible, du matériel adéquat, une formation continue et un encadrement scolaire favorable. Les enseignants sont plus enclins à rester lorsqu'ils se sentent efficaces, respectés et partie prenante d'un projet national plus large. Avant tout, cela nécessite d'écouter les enseignants eux-mêmes. Ils savent, de l'intérieur, où le système présente des défaillances et ce qui doit changer. Un dialogue social constructif entre le gouvernement, les syndicats, les communautés et les enseignants ne doit pas être considéré comme une menace, mais comme une ressource permettant de mettre en place des réformes qui puissent véritablement fonctionner. La fidélisation des enseignants n'est pas seulement une question technique ; c'est un choix stratégique concernant le type d'avenir que le Cameroun souhaite construire pour ses enfants.

GCE BUZZ

avril-mai 2026

Le GCE lance une nouvelle formation en ligne sur l'éducation transformatrice en matière de genre (GTE)

Le 21 mai 2026, la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE) a réuni ses membres et partenaires afin de lancer « Learning for Advocacy and Influence on Gender Transformative Education » (GTE), une nouvelle formation en ligne destinée aux défenseurs et aux coalitions de la société civile. Cette formation vise à traduire les engagements en matière d'égalité des genres et d'inclusion sociale en actions concrètes dans les salles de classe, au sein des communautés et sur la scène politique.



GCE BUZZ

avril-mai 2026



Axée sur la pratique, cette formation donne aux participants les moyens d'analyser les systèmes éducatifs, d'identifier les obstacles à l'inclusion et d'élaborer des stratégies de plaidoyer concrètes. Elle aborde également les réalités du travail dans des contextes diversifiés et souvent difficiles, notamment dans les situations humanitaires où les inégalités existantes sont fréquemment exacerbées. En renforçant les compétences en matière de plaidoyer et d'engagement politique, cette formation vise à renforcer le pouvoir collectif et à favoriser un changement systémique vers une éducation véritablement transformatrice en matière de genre.

Pourquoi une éducation transformatrice en matière de genre, et pourquoi maintenant ?

Susmita Choudhury, responsable des questions de genre au sein de la CME, a souligné que 273 millions d'enfants et de jeunes ne sont toujours pas scolarisés, dont 133 millions sont exclus en raison de facteurs qui se recoupent, tels que le genre, la pauvreté, le handicap, le lieu de résidence et le déplacement forcé. Les enfants en situation de handicap sont confrontés à des environnements d'apprentissage particulièrement peu adaptés, ce qui affaiblit leurs compétences fondamentales.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Ces inégalités découlent d'une discrimination systémique, de normes néfastes et d'un sous-financement chronique. Les conflits et les crises aggravent l'exclusion, les filles étant souvent les premières à quitter l'école et les dernières à y revenir. Bien que de nombreux pays aient mis en place des politiques progressistes, une mise en œuvre insuffisante, des capacités limitées, un manque de coordination et un déficit de financement mondial de l'éducation qui ne cesse de se creuser font que les engagements pris profitent rarement aux apprenants les plus marginalisés.

Les membres de la GCE s'emploient déjà à influencer les politiques, à demander des comptes aux gouvernements et à plaider en faveur d'un financement équitable. Ce dont ils ont besoin, a souligné Susmita, ce sont des outils pratiques, un apprentissage structuré et un cadre commun pour faire évoluer les systèmes éducatifs vers une véritable transformation en matière d'égalité des genres. Ce nouveau cours a été conçu pour répondre à ce besoin.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Une formation pratique et interactive destinée aux défenseurs de ces causes

Phumza Luthango, responsable de l'échange de connaissances et de l'apprentissage au sein du GCE, a décrit cette formation comme étant délibérément axée sur la pratique et élaborée en collaboration avec la société civile.

Les six modules allient les principes fondamentaux à des outils concrets :

- Concepts actualisés sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans et par l'éducation.
- Une exploration approfondie de l'éducation transformatrice en matière de genre (GTE) et des questions de genre, d'égalité sociale et d'inclusion (GSEI), ainsi que de la manière dont les coalitions intègrent ces concepts dans leur action de plaidoyer.
- L'inclusion des personnes en situation de handicap et l'éducation dans les contextes de crise, d'urgence et de fragilité.
- Le financement de l'éducation et la budgétisation inclusive et sensible au genre, permettant aux défenseurs de déterminer si les ressources allouées reflètent les promesses politiques.
- Une étude de cas détaillée sur le Malawi et un audit social scolaire pour relier les plans nationaux aux réalités locales.
- Un dernier module axé sur l'action qui aide les participants à mettre en pratique ce qu'ils ont appris dans leur propre travail de plaidoyer.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



La formation utilise des exercices interactifs, des études de cas, des quiz et des supports multimédias plutôt que du texte statique. Les participants classent des exemples par catégorie, associent des concepts et effectuent des vérifications de connaissances avant de passer de courts quiz. Cinq modules comprennent des évaluations notées (note minimale de 80 % pour réussir, jusqu'à trois tentatives), le dernier module étant axé sur la mise en pratique.

Une vingtaine de courtes vidéos, dont beaucoup ont été créées spécialement pour la formation, proposent des sous-titres dynamiques, des formats adaptés aux appareils mobiles et des exemples concrets fournis par les membres de la GCE. Une vidéo intitulée « Petits changements, grand impact » met en avant des initiatives menées au Burundi et au Soudan du Sud, illustrant comment des gestes quotidiens peuvent réduire les taux d'abandon scolaire et renforcer l'inclusion dans des contextes fragiles.

GCE BUZZ

avril-mai 2026



Remettre en question les normes et favoriser la réflexion

L'un des principaux objectifs de la formation est d'aider les défenseurs des droits à identifier et à remettre en question les normes de genre néfastes, y compris leurs propres préjugés intériorisés. Lors de la séance d'ouverture, les participants ont réfléchi aux stéréotypes avec lesquels ils ont grandi et à la manière dont ceux-ci façonnent les attentes concernant qui fait des études, qui s'occupe des autres, qui gagne sa vie et qui occupe des postes à responsabilité.

Au cours de la formation, des exercices de réflexion et des activités ludiques utilisant des « cartes à retourner » font ressortir les présupposés inconscients ancrés dans les situations quotidiennes – qu'il s'agisse de savoir qui range après une réunion ou qui reste à la maison avec un enfant malade. Ces éléments ne font pas l'objet d'une notation et sont conçus pour encourager une réflexion personnelle honnête et le dialogue, soulignant ainsi que l'éducation transformatrice en matière de genre nécessite des changements de mentalités autant que des changements de politiques et de budgets.

Vous pouvez découvrir ce que les participants au lancement du programme GTE avaient à dire sur les stéréotypes de genre [ICI](#). Le cours propose une série d'outils et de modèles téléchargeables que les participants peuvent adapter à leur contexte, notamment :